

NUMÉRO
SPÉCIAL



MED ONDES

UNITÉ DE COORDINATION DU PAM • BULLETIN D'INFORMATION PUBLIÉ EN ANGLAIS / ARABE / FRANCAIS • No 26

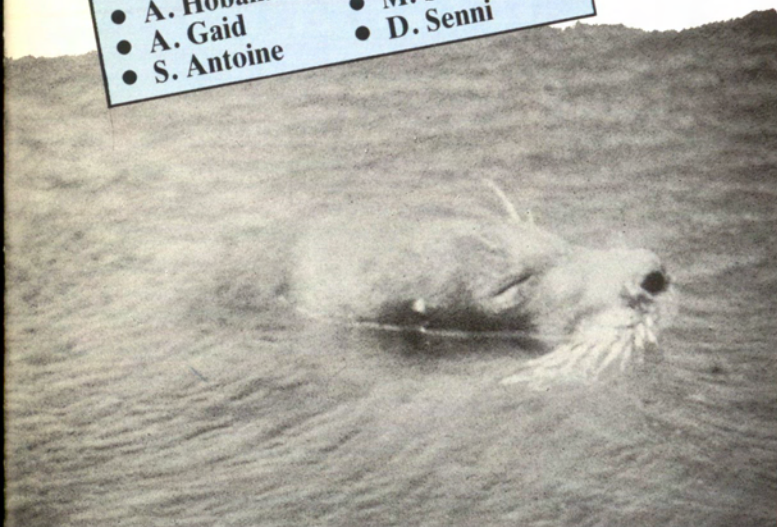


Une première réflexion collective avec:

- S. Busuttil
- M. Batisse
- A. Hoballah
- A. Gaid
- S. Antoine
- A. Mourmouris
- U. Marinov
- F. Briand
- M. Scoullos
- D. Senni



LA MÉDITERRANÉE APRÈS RIO



Les CÉTACÉS de MÉDITERRANÉE

été/automne 1992





UN SAUT QUALITATIF

Ce numéro spécial sur "l'Après-Rio en Méditerranée" a été voulu par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone. En effet, il est inscrit à la rubrique "information" du budget-programme bisannuel adopté à la réunion intergouvernementale du Caire en octobre 1991. En cela, il répond donc à un vœu officiel, précis. Mais en offrant cette première tribune aux responsables méditerranéens, il engage une discussion libre, ouverte, franche. Chacun des intervenants livre ici ses commentaires à titre personnel, sans lier les organismes qu'il représente. Rio est un événement qui ne peut être envisagé que dans le très long terme, il ne se prête encore qu'à une approche prudente, approximative.

Les articles qui composent cette tribune n'ont pas la prétention d'être représentatifs de toute la Méditerranée. Certains pays et organisations nous ont adressé une contribution qui se bornait à faire l'historique du Sommet avec les initiatives et discours officiels de leurs délégués. Les inclure ici aurait eu un effet répétitif et fastidieux sans verser aucun élément au débat. *Medondes* cela va sans dire, reste disposé à poursuivre la réflexion collective qu'il engage aujourd'hui. De nouvelles contributions, d'où qu'elles viennent - gouvernements, ONG, institutions - seront les bienvenues pour les prochains numéros dans une rubrique permanente de l'Après - Rio. D'autres nous ont adressé un document officiel volumineux reprenant un par un les acquis de Rio pour les analyser et les juger (c'est le cas de l'Espagne et du WWF); nous avons dû en résumer l'essentiel en privilégiant ce qui touchait davantage la Méditerranée. Le silence ou le laconisme peuvent d'ailleurs traduire une attitude légitime de réserve ou d'attentisme, le souci de ne pas juger avant que le "battage médiatique" se soit décanté et que le suivi permette d'éclaircir dans quelle mesure les grands principes énoncés dans les documents adoptés quitteront le domaine rhétorique pour se concrétiser dans les faits.

De ces premières réactions "à chaud", un consensus paraît se dégager: le Sommet de Rio, par sa seule tenue, a constitué un apport positif, irrécusable. Il est d'ailleurs symptomatique que le concert de critiques, de prévisions pessimistes - voire de sarcasmes - qui a précédé la Conférence s'est peu à peu assourdi pendant et après son déroulement pour laisser place à une attitude plus modérée et réaliste. Moins arrogante aussi. Même ceux qui sont les plus critiques sur les résultats immédiats (comme Greenpeace, ici même) évitent de se prononcer définitivement sur le long terme et n'écartent pas un "sursaut politique" favorisé par les pressions que devront continuer à exercer les ONG et les divers secteurs d'opinion qu'elles représentent.

Le bon sens voudrait qu'une conférence de cette nature soit jugée, quant à ses résultats, par rapport aux objectifs qui lui étaient assignés. Si l'on se réfère à la résolution 44/228 de décembre 1989 de l'Assemblée générale des Nations Unies qui fixait ces objectifs, de même qu'aux quatre réunions préparatoires (Prepcom 1-4) qui les ont précisés d'août 1990 à avril 1992, force est de constater que, faute d'un large accord scientifique sur certaines questions capitales de l'environnement et du développement, la formulation de ces objectifs a été délibérément ambiguë, complexe, avec de grandes zones d'ombre, ce qui allait peser sur les négociations et se répercuter dans les documents et instruments adoptés. Si l'on doit admettre, avec Maurice Strong, Secrétaire général de la Conférence, à l'issue de celle-ci, que les engagements politiques n'ont pas été à la hauteur des intentions, ce décalage était inévitable dès l'instant où les Nations Unies recherchaient avant tout un consensus parmi les 178 pays présents. Autrement dit, "le plus petit dénominateur commun" des intérêts nationaux contradictoires de la planète. Mais sur cette base irréductible, il est désormais possible de fonder... tout le reste.

Si l'on débarasse Rio de ses oripeaux médiatiques, de son côté "kermesse de l'environnement" (au demeurant fort sympathique), il reste alors le résultat le plus important mais qui échappe à toute évaluation: un saut qualitatif, un changement des mentalités, une prise de conscience radicale, au niveau politique le plus élevé, des enjeux planétaires, de leur ampleur et de leur diversité. Si des chefs d'Etat ou de gouvernement avaient fait le voyage à Rio par calcul démagogique, les voici liés aujourd'hui, vis-à-vis de leur opinion, par les engagements pris. Plus aucun "décideur" ne peut arguer maintenant de son ignorance des dossiers: la planète entière s'est chargée, par le biais de Rio, de le mettre au courant. Il s'ensuit que les débats et processus enclenchés par la Conférence devraient en être éclairés, facilités, accélérés. Il conviendra en particulier de suivre attentivement la mise en place et le fonctionnement de la Commission sur le développement durable. Si l'esprit de Rio n'était pas qu'un vain mot, elle devrait constituer un forum efficace pour contrôler à l'avenir l'action des gouvernements et des instances internationales.

Mais il est temps de laisser la parole aux méditerranéens. On verra qu'ils ont eu à cœur de définir avec clarté et conviction ce qui doit être changé, maintenu et renforcé dans la coopération des pays riverains, à la lumière des enseignements de Rio. Tous réaffirment aussi la volonté de garder au PAM le rôle pionnier qu'il a joué au niveau régional. En ouvrant cette tribune, le Coordonnateur du PAM, Salvino Busuttil, rappelle que la prochaine réunion du Bureau et la Huitième réunion des Parties contractantes d'octobre 1993 devraient illustrer cette volonté par l'élaboration et l'adoption d'un "Agenda 21" pour la Méditerranée.

Medondes

Sommaire du numéro	page
Editorial: Un saut qualitatif	2
Ce qui a été convenu à Rio	3
Un entretien avec S. Busuttil	3
Nord et Sud en Méditerranée après Rio	
M. Batisse	5
Analyse systémique et prospective dans la perspective de l'après-Rio: l'outil "Plan Bleu"	
A. Hoballah	7
Un grand chantier planétaire	
A. Gaid	8
L'après-Rio: Planète et Méditerranée	
S. Antoine	9
Rien ne peut plus être comme avant	
A. Mourmouris	12
Le succès du PAM est un bon présage pour le succès de Rio	
U. Marinov	13
Une référence qui peut être politiquement exploitée	
Ministère espagnol des Travaux publics et des Transports	14
Nous sommes condamnés à réussir	
F. Briand	15
Rio et les ONG	
M. Scoullos	16
Un constat d'échec avec quelques motifs d'espoir	
D. Senni	17
Quelques échecs de la CNUED	
WWF	18
Après Rio: la mini-croisière de l'Aspen Institute Italia	19
Les cétacés de la Méditerranée	21
Les activités du PAM	23
Echos de la Méditerranée	23
Les publications du PAM	24
Livres - Revues	24

Les titres et intertitres des articles sont de la rédaction de Medondes.

Les photos des manifestations parallèles de Rio qui illustrent cette tribune sont dues à l'obligeance de Lily Vénizélos, présidente de Médasset.

Photos de couverture: Stathis Yannakopoulos (en haut à gauche, en bas à droite), Nicos Petrou (en bas à droite), Centre REMPEC (en haut à droite).



CE QUI A ÉTÉ CONVENU A RIO

Pour permettre au lecteur de se référer aux divers documents et conventions sur lesquels s'appuient les commentaires qui suivent, nous en donnons ici un résumé:

- **La Convention sur le changement climatique:** reconnaissant la menace d'un changement rapide du climat et d'une hausse des niveaux de la mer résultant de l'effet de serre, elle prescrit que toutes les nations ratifiant la Convention devront soumettre des rapports indiquant ce qu'elles font pour contrôler les taux d'émission des gaz. Elle invite les pays développés à stabiliser leurs émissions au niveau de 1990 d'ici l'an 2000.
- **La Convention sur la biodiversité:** les nations doivent préserver la diversité de leur faune et de leur flore à l'intérieur de leurs frontières. Les pays industrialisés doivent ai-

der les pays en développement financièrement et par transfert de leur savoir-faire.

- **La Déclaration sur les principes concernant les forêts:** texte non contraignant sur les principes d'une gestion durable des forêts.
- **La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement:** Tenant lieu d'une "Charte de la Terre" en 27 principes, elle énonce "l'objectif d'instaurer un partenariat mondial" et proclame que les êtres humains sont au centre des préoccupations visant un développement durable.
- **L'Agenda 21:** couvrant tous les domaines où s'entrecroisent environnement et économie, il s'agit d'un programme d'action de 800 pages énonçant ce que doivent faire les nations pour obtenir un développement durable.
- **Ressources financières:** Le secréta-

riat de la CNUED a estimé que le coût total de l'Agenda 21 devrait se monter à environ 600 milliards de dollars par an. Les engagements fermes de Rio se montent à environ 2,5 milliards, avec la promesse vague de ressources supplémentaires. L'objectif des Nations Unies de 0,7% du PNB des pays développés pour l'aide extérieure "le plus tôt possible" a été réaffirmé.

- **L'institution de suivi:** il a été décidé de créer une Commission sur le développement durable, comprenant quelque 50 pays membres, pour examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de l'Agenda 21. La Commission fera rapport à l'Assemblée générale par le biais du Conseil économique et social (ECOSOC); les détails doivent être précisés par les Nations Unies à la fin de cette année.

Un entretien avec **SALVINO BUSUTTIL**, *Coordonnateur du PAM:*

"NOUS ALLONS TOUT FAIRE AU SEIN DU PAM POUR NE PAS DÉCEVOIR PAREILLE PROMESSE..."

Dans l'entretien ci-dessous qui ouvre ce numéro spécial, le Coordonnateur du PAM évoque les perspectives de l'Après-Rio pour la Méditerranée.

MEDONDES. *La Conférence de Rio avait été précédée de vives critiques sur son utilité, son contenu et l'attitude de certains pays industrialisés. Or, quand on parcourt les commentaires adressés par des responsables méditerranéens pour ce numéro de MEDONDES, un consensus paraît se dégager: Rio a été une rencontre globalement positive, à condition de la considérer non comme un aboutissement mais comme le point de départ d'un long processus. Partagez-vous ce sentiment?*

Salvino Busuttill. Je souscris tout à fait à cette opinion, mais il est évident que Rio n'est pas seulement un commencement. C'est aussi, bien sûr, la continuation de ce qui a démarré à Stockholm en 1972, avec la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement où j'ai eu le privilège d'être présent, puisque je dirigeais la délégation de mon pays, Malte, à l'épo-

que. Quand Stockholm a été annoncé, bien des gens se sont montrés sceptiques sur le mot même d' "environnement". Ils avaient tendance à demander: "Qu'est-ce que c'est que ça?" comme si c'était là l'invention d'un courant de pensée obscure. Je pense que vingt ans plus tard, la cause est entendue, nous savons tous ce qu'est l'environnement et ce qui, en 1972, était considéré comme un problème marginal est devenu un problème prioritaire pour toutes les nations et pour la communauté mondiale. En ce sens, Rio a donc confirmé l'engagement. Mais ce n'est qu'un commencement en ce qui concerne le développement durable. Vingt ans après Stockholm, Rio a aussi démontré qu'il ne peut y avoir de protection réelle de l'environnement sans obtenir une harmonisation correcte avec le développement économique et social. Malgré la lenteur rela-

tive de cette prise de conscience, je pense que l'esprit de Rio est avant tout celui qui tient compte de ce que sont les problèmes aux niveaux national, régional et international. Et qu'il implique l'engagement par la communauté internationale, par les nations présentes - et nous devons rappeler que pour la première fois dans l'histoire tous les chefs d'Etat ou de gouvernement se trouvaient pratiquement réunis - de trouver et d'appliquer les remèdes et les solutions.

MEDONDES. *Stockholm n'avait pas bénéficié, effectivement, d'une pareille sensibilisation de l'opinion mondiale. Pensez-vous que cette dernière a constitué un levier puissant dans le succès - au moins partiel - de Rio?*

S.B. - Absolument. Bien sûr, nous devons envisager la situation avec réalisme. Les pays en développement, notamment,



comme ils l'avaient fait vingt ans avant, mais avec plus de vigueur cette fois, ont clairement laissé entendre qu'on ne pouvait attendre d'eux qu'ils portent les fardeaux des dégradations de l'environnement qui ne sont pas occasionnés par eux en général mais par les pays industrialisés. De même, ils estiment que les charges des conventions qui ont été signées, notamment sur la biodiversité et les changements climatiques, ne sauraient être assumées par le seul monde en développement. Dans le même temps, nous sommes tous profondément conscients que pour exécuter les prescriptions des engagements pris, des sommes considérables sont nécessaires. Rio n'a pas permis de trancher sur la question de savoir si ces fonds supplémentaires peuvent être identifiés et par qui ils devraient être contrôlés. Nous devrions également connaître mieux comment la Commission pour un développement durable, récemment créée, fonctionnera.

MEDONDES. - Venons - en maintenant à ce qui nous concerne ici plus spécifiquement, la Méditerranée. Tous les pays méditerranéens étaient présents à Rio, et pour la plupart au niveau le plus élevé. Mais ont-ils parlé pour l'ensemble de la région? Peut-on dire qu'il y a eu à Rio une présence de la Méditerranée en tant que telle?

S.B. - Oui et non. Au départ, nous avions espéré qu'une session spéciale serait consacrée, à Rio, aux questions de la région méditerranéenne...

MEDONDES. - Cette session avait même été plus ou moins officiellement annoncée...

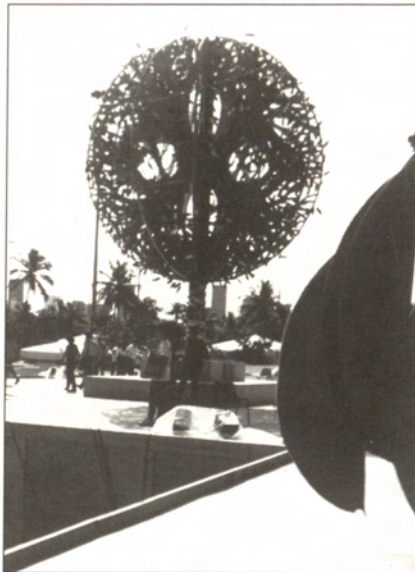
S.B. - C'est exact. Mais pour des raisons d'ordre avant tout logistique, cette session n'a pu se tenir. Ainsi, ce qui s'est passé en fait, c'est que le président - et pour la première fois le président du Bureau des Parties contractantes à la Convention de Barcelone était présent à une réunion de ce niveau...

MEDONDES. - Il s'agit du ministre égyptien, M. Ebeid...

S.B. - ... tout comme moi-même qui me trouvais à Rio en qualité de Coordonnateur du Plan d'action pour la Méditerranée, ce que nous avons fait a été de parler aux chefs d'Etat ou de gouvernement des pays méditerranéens, en partageant avec eux nos préoccupations et en envisageant la manière de procéder. Nous l'avons fait, naturellement, en étroite collaboration avec M. Mostafa Tolba, le Directeur

exécutif du PNUE. A l'issue de ces entretiens, il est apparu clairement que les pays méditerranéens estimaient que nous devions, de toute urgence, élaborer un agenda 21 pour la Méditerranée, et que le Bureau devrait se saisir de cette question à sa prochaine réunion de novembre 1992.

MEDONDES. - Vous avez eu conscience



que ces discussions parallèles étaient utiles? Les pays méditerranéens voulaient réellement intervenir au niveau régional?

S.B. - Naturellement, j'aurais préféré que nous tous, chefs d'Etat et chefs de gouvernement de la Méditerranée, et responsables de la coopération dans le cadre du PAM, nous nous retrouvions dans une même salle. Mais puisque cela n'a pas eu lieu, je suis convaincu qu'à travers les réunions que nous avons eues de manière informelle, les pays méditerranéens ont manifesté leur conviction qu'il leur fallait agir de concert. Et l'on était également heureux de constater qu'ils pensaient tous que la Convention de Barcelone offrait le cadre juridique et institutionnel nécessaire pour la réalisation de leurs objectifs.

MEDONDES. - A la lumière des résultats de Rio, certains aspects du Plan d'action pour la Méditerranée doivent-ils être redéfinis, ou y a-t-il, d'une manière générale, confirmation de la voie suivie par le PAM jusqu'à présent? Plus concrètement: Rio change-t-il quelque chose pour la Méditerranée?

S.B. - Je pense que le Plan d'action a un bilan excellent à présenter mais que, dans le même temps, il nous faut faire le point sur la nouvelle situation qui se dégage.

Nous devons nous assurer que, dans le PAM, les préoccupations en matière de développement sont plus étroitement prises en considération. Nous avons désormais instauré, par la Charte de Nicosie, un mécanisme de coordination constitué de la Communauté européenne - qui a amorcé la Charte - et du Plan d'action, avec l'appui de la Banque mondiale, de la Banque européenne d'investissement et du Programme des Nations Unies pour le développement, grâce auquel désormais, tous les grands projets de développement en Méditerranée, financés par les institutions donatrices, seront évalués, dès leur lancement effectif, du point de vue de l'environnement. Nous avons maintenant convenu, au sein de ce mécanisme de coordination, que lors des deux prochaines années, nous opérerons à deux niveaux - au niveau régional de manière à envisager les grands problèmes tels que la production d'énergie, la production et la distribution d'eau, les communications et, bien sûr, la pollution marine -, puis alors, au niveau national, quatre pays - la Tunisie, l'Egypte, l'Albanie et Malte - ayant été choisis pour un programme organique de développement durable, en pleine consultation, cela va de soi, avec les autorités nationales concernées.

MEDONDES. - Quelle doit être la démarche des pays riverains désormais? Le PAM représente-t-il l'instance adéquate pour amorcer des activités répondant concrètement aux engagements de Rio?

S.B. - C'est évidemment une question que les Parties contractantes ont à prendre en considération pour voir dans quelle mesure la Convention de Barcelone conduit d'elle-même à de nouvelles activités régionales. Mon sentiment est que cela ne devrait soulever aucun problème. La Convention de Barcelone, au sens large, peut être tenue pour couvrant également le développement durable, puisque nous sommes dorénavant d'accord pour admettre que l'environnement fait partie intégrante du processus de développement. Naturellement, si l'on demande d'assumer ces nouvelles tâches, il nous faudra de nouvelles ressources. Nous ne pouvons, bien sûr, nous charger de nouvelles responsabilités sans bénéficier d'un appui financier et technique accru. Mais je suis sûr qu'une fois que les pays méditerranéens réaliseront toutes les implications, ils répondront au défi.

MEDONDES. - Juste après le Sommet de



Rio, il s'est tenu, sous les auspices de l'Aspen Institute, à Gênes, un premier forum de personnalités des divers pays méditerranéens pour réfléchir à l'après-Rio. A cette occasion, vous avez vous-même proposé la tenue d'une réunion extraordinaire des Parties contractantes à la Convention de Barcelone pour examiner l'élaboration d'un Agenda 21 pour la Méditerranée.

S.B. - Permettez-moi d'être précis à ce sujet. L'initiative de la proposition n'est pas venue de moi, mais de l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Italie, M. de Michelis, qui est le président de Aspen Institute et qui, en la formulant, a déclaré qu'il l'avait évoquée et s'était mis d'accord avec le président du Bureau des Parties contractantes. Il a estimé que, dans les circonstances présentes, il était nécessaire de tenir une réunion extraordinaire des Parties contractantes, soit à travers une réunion du Bureau élargi, soit à travers une session spéciale, en sorte que ces questions puissent être abordées au plus haut niveau possible. J'ai donc, en fait, informé le président du Bureau des Parties contractantes qui portera ce sujet à l'attention du Bureau lors de sa prochaine réunion.

MEDONDES. - Quelles sont les priorités, liées à Agenda 21, qui pourraient être fixées? Pouvez-vous en donner une idée?

S.B. - Oui. Il s'agira d'un agenda très chargé pour lequel nous avons manifestement à identifier des priorités. L'un des problèmes que nous aurons à traiter est celui des moyens d'un développement durable. Plusieurs documents ont été rédigés à ce sujet, mais nous devons concrétiser les concepts en actions appropriées. Nous devons aussi voir dans quelle mesure, au sein du Plan d'action, nous pouvons aider les pays concernés et la région à fournir les solutions. Au Bureau, le sentiment général est que nous devons, autant que possible, centrer sur une action pratique plutôt que sur des discussions et des réunions. Les problèmes, en particulier sur la rive Sud du bassin, sont aigus et appellent des solutions efficaces: et comme le PAM est censé être orienté vers l'action par définition, il doit manifestement avoir une politique correspondante. L'une des questions que la réunion du Bureau doit examiner sans délai est précisément celle de l'orientation vers l'action du Plan proprement dit; et il doit voir comment, à travers le PAM, nous pouvons avoir une action mobilisatrice en faveur de l'environnement, laquelle,

comme je l'ai dit plus haut, devra dorénavant s'exercer dans le domaine du développement. Nous possédons déjà une certaine expérience dans ce domaine, avant tout dans le cadre de ce que nous appelons les Programmes d'aménagement côtier pour lesquels nombreux sont les pays riverains à solliciter notre assistance. C'est le cas notamment de l'Albanie où, pour la première fois, nous avons un projet véritable de planification intégrée et de gestion d'une zone côtière donnée. Je crois qu'une part très importante de notre mandat consiste à aider les pays à s'assurer que leurs préoccupations en matière d'environnement et de développement seront harmonisées. Il est aussi important, à mon avis, que les pays méditerranéens réalisent que cette approche ne devrait pas se limiter à un niveau national mais être activée à un niveau régional, en fournissant les moyens de mettre en oeuvre les mesures appropriées.

MEDONDES. - Ces Programmes d'aménagement côtier restent-ils le domaine d'action privilégié du PAM, tel qu'il a été défini en 1989 par la philosophie du recentrage, ou sont-ils à dépasser ou à remettre en question à la suite du Sommet de Rio?

S.B. - Pas du tout, je pense que ce domaine est plus d'actualité que jamais. Bien sûr, ils ne concernent plus désormais la seule région bordant le littoral, bien que celle-ci reste, au sein du PAM, une préoccupation primordiale. De fait, nous le savons, environ les trois quarts de la population de la Méditerranée vivent dans une frange littorale de 50 km de large, si bien qu'en parlant de gestion côtière, nous ne pensons pas seulement aux plages mais embrassons une réalité géopolitique bien plus large. Par conséquent, je voudrais penser qu'en se réorientant lui-même, le Plan d'action pour la Méditerranée identifiera la planification et la gestion intégrées comme la première des priorités.

MEDONDES. - En somme, Rio vous laisse optimiste?

S.B. - Exactement. Comme nous l'avons dit en commençant cet entretien, Rio est, en quelque sorte, une continuation et un commencement. Chaque commencement est, par nature, optimiste. Espérons que d'ici dix ou vingt ans, nous pourrions regarder rétrospectivement Rio comme le début d'un effort mondial fructueux. En ce qui nous concerne, au sein du PAM, nous allons tout faire pour ne pas décevoir pareille promesse au niveau régional.

Nord et Sud en Méditerranée après Rio

MICHEL BATISSE

Président du Plan Bleu

Tout et son contraire ont été dits et écrits sur la Conférence de Rio. Le jugement que l'on porte dépend des espoirs que l'on avait pu nourrir sur les résultats d'ensemble de ce gigantesque rassemblement mondial, ainsi que de la priorité que l'on accorde à tel ou tel sujet. Dans cette optique, certains estiment qu'il n'y a guère lieu de parler d'un succès. Ils font valoir que les deux conventions signées (changement de climat et biodiversité) sont rédigées en termes généraux et peu contraignants, sans fixer d'objectifs de quantités ou de délais. Ils observent que les pays ne sont pas disposés à prendre des mesures unilatérales en faveur de l'environnement par crainte de la concurrence commerciale de leurs voisins. Ainsi, la Communauté européenne semble reculer devant l'idée d'une taxe sur l'énergie, qui est d'ailleurs farouchement combattue par certains pays producteurs de pétrole. Ils notent que l'«Agenda 21», qui constitue le plan d'action approuvé par la Conférence, ne représente guère qu'un catalogue de choses à faire selon le bon vouloir des gouvernements, sans fixer les détails de mise en oeuvre, et que le rôle des diverses organisations internationales n'y est pas précisé. Ils constatent que les fonds d'aide supplémentaire indiqués comme nécessaires dans ce document, soit quelque 70 milliards de dollars par an d'ici l'an 2000, sont loin d'être disponibles, et que l'objectif affiché d'atteindre «dès que possible» un montant global de l'aide publique au développement de 0,7% du PIB des pays industrialisés avait déjà été fixé il y a plus de vingt ans sans jamais être approché. Ils se demandent selon quels critères d'efficacité seront gérés les crédits prévus au titre du Fonds pour l'environnement mondial et si la Banque mondiale est bien armée

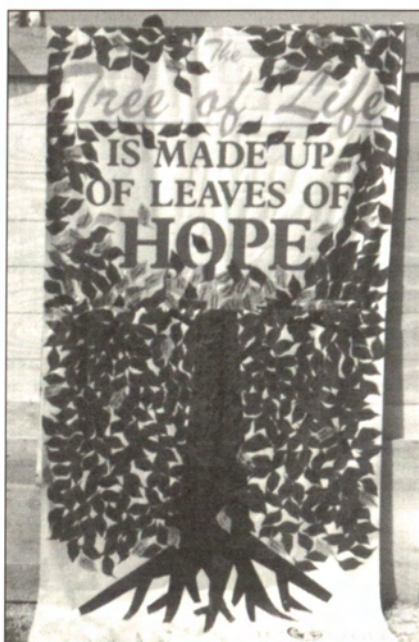


pour cette tâche. Ils déplorent qu' on se contente d' établir une simple Commission pour le «développement durable» au sein de l' ECOSOC, plutôt qu' une institution dotée d' une plus grande autorité. Beaucoup trouvent que l' on a pas su prendre position assez fermement sur le problème de la croissance démographique excessive qui persiste dans certains pays, avec les risques de misère et de migration qui l' accompagnent, et que les redoutables questions liées à l' urbanisation ont été esquivées.

Tout cela est sans doute vrai, mais Rio ne pouvait résoudre tous les problèmes de l' environnement et du développement, qui sont maintenant perçus par tous comme indissociablement liés. Rio n' est que le point de départ politique d' un long processus de changement, symbolisé par la présence de presque tous les chefs d' Etat ou de gouvernement de la planète. Nord et Sud, Est et Ouest, tout le monde était là, avec le souci partagé de trouver un accord, fut-il modeste ou entouré de zones d' ombres. Jamais la Conférence n' a pris l' allure d' un affrontement, comme le craignaient certains. En fait tous les pays se sont rendus compte que, d' une façon ou d' une autre, ils avaient leur part de responsabilité dans la dégradation de l' environnement, que tous avaient à y perdre, qu' aucun n' avait plus de solution miracle à proposer, et qu' il ne servirait à rien de jeter l' anathème. Ainsi, le Nord et le Sud se sont mieux rendus compte qu' ils devaient vivre ensemble. Ils ont en outre abouti à une vision commune des enjeux et de la nature enchevêtrée des problèmes d' environnement et de développement. Ils se sont fixés un cadre pour poursuivre ce qui ne pourra être qu' une très longue et très difficile négociation, celle de la gestion matérielle de la planète et de ses ressources. Ils ont adopté certains principes qui touchent à l' équité et à la solidarité entre nations riches et pauvres, tels que l' «additionalité» des ressources financières consacrées à l' environnement, ou le transfert préférentiel de technologies propres. Face aux incertitudes scientifiques, ils

ont accepté de recourir au «principe de précaution». Ils ont en fait atteint ce qui était politiquement et financièrement possible dans le contexte économique actuel.

A coté des gouvernements, il y a lieu de souligner le rôle croissant des ONG, qui ont pu avancer à Rio les propositions d' action les plus variées et montrer qu' elles savaient aujourd' hui explorer des voies pratiques permettant d' atteindre des formes concrètes de développement durable, soit dans les pays industrialisés, soit dans ceux du Sud. Et tout autant l' at-



titude nouvelle de l' industrie, qui a non seulement compris l' importance du créneau environnement dans son activité économique et dans son image sociale, mais qui a pleine conscience des enjeux du long terme -tant pour la durée des équipements que pour l' ampleur des investissements- en vue de satisfaire les besoins d' une population mondiale qui commencera par doubler avant de pouvoir se stabiliser.

Dans ce contexte mondial, la région méditerranéenne, pas plus que les autres régions du monde, ne pouvait guère faire l' objet d' une attention spécifique. Cependant, plusieurs chefs de gouvernements méditerranéens n' ont pas manqué de souligner

l' originalité et l' intérêt du PAM, qui demeure un des modèles les plus concrets de coopération régionale entre pays du Nord et pays du Sud. Ce n' est pas sans songer à cet exemple que la Conférence a préconisé une approche régionale pour tenter d' harmoniser les interactions entre environnement et développement dans des cadres géographiques bien circonscrits.

A cet égard, le Plan Bleu, qui offre une vision à la fois systémique et prospective de ces interactions, représente le type même de réflexion auquel il serait utile de procéder à l' échelle nationale, régionale ou même mondiale pour pouvoir mettre progressivement en oeuvre de façon réaliste les recommandations multiples de l' Agenda 21. Une brochure décrivant succinctement les méthodes et les conclusions du Plan Bleu a été largement distribuée aux participants à la Conférence et a suscité l' intérêt des représentants de nombreux pays non-méditerranéens.

On peut dire que le PAM, fruit d' une expérience déjà longue de la région, reflète en pratique ou en filigrane la plupart des orientations d' action préconisées par l' Agenda 21 et qu' il appartient donc surtout aux pays méditerranéens de poursuivre plus activement dans la voie qu' ils ont eux-mêmes en partie tracée. Le Plan Bleu constitue un outil dynamique qui doit continuer à les y aider. Pour ce qui est de l' application de la convention sur le changement de climat, ils se souviendront de la complémentarité qui les unit en matière d' énergie et ne devraient donc pas hésiter à aller ensemble de l' avant. Pour la convention sur la biodiversité, ils devraient se rappeler de la richesse à la fois considérable et menacée de leurs écosystèmes, espèces et variétés, tant en mer que sur terre, et intensifier leur coopération pour en assurer la protection effective. D' une façon générale, en se fondant sur leur intérêt individuel et collectif et sur leur expérience au sein du PAM, les pays méditerranéens devraient se trouver à l' avant-garde des coopérations qui vont s' engager dans l' Après-Rio.



ANALYSE SYSTÉMIQUE ET PROSPECTIVE DANS LA PERSPECTIVE DE L'APRÈS-RIO : L'OUTIL "PLAN BLEU"

A. HOBALLAH

Expert Technique du Plan Bleu

Deux notions sont essentielles à l'appréhension, la définition et la mise en place progressive d'un développement durable, tant à l'échelle d'une région et d'un pays que d'un continent, voire de la planète: il s'agit des notions de système et de prospective, sur lesquelles les experts et décideurs n'ont malheureusement pas suffisamment insisté.

Bien que l'analyse systémique et l'approche prospective soient de pratique peu courante, surtout au niveau des décideurs locaux, nationaux et internationaux, ce sont là deux outils très utiles pour la compréhension de la situation et de l'évolution du monde qui nous entoure ainsi que pour sa gestion de manière durable. Au service des décideurs et des bâtisseurs du monde de demain, ces deux outils sont essentiels pour la redéfinition du développement, sa transformation de "développement vicieux" (tant au Nord qu'au Sud, quoique de natures et d'ampleurs diverses) en développement vertueux ou développement durable.

Pour certains responsables et experts, attentifs aux résultats de la Conférence de Rio, "la montagne a accouché d'une souris". Mais dans les circonstances géopolitiques, économiques et stratégiques de notre époque, les résultats, constituent les prémisses d'une ère nouvelle de coopération internationale, la première pierre d'une construction viable et durable pour le bien-être bien partagé de tous. Ce n'est que très récemment que le monde a pris conscience de l'importance d'un environnement rationnellement géré pour la mise en place d'un développement durable, qui se traduirait alors soit par la préservation du niveau de développement et de bien-être acquis au Nord soit l'accession vers un développement économique et social meilleur au Sud.

S'il est nécessaire de revoir les divers modes d'exploitation des ressources naturelles, et légitime d'appeler à une prise de conscience et à des actions curatives et préventives, constructives et protectrices de l'environnement, et donc du développement, il n'est point raisonnable d'attendre des divers décideurs, tant au Nord

qu'au Sud, les applications correspondantes dans le court terme.

Une période de transition, aussi longue soit-elle, est nécessaire. Et c'est pour mieux préparer cette transition d'un "développement destructeur" vers un "développement dynamique protecteur" que l'outil systémique et prospectif trouve son utilité. En effet, en raison de la complexité du système international, institutionnel, économique et social, et des intérêts en jeu, une analyse claire et raisonnée s'avère indispensable avant toute prise de décision en la matière. Cette analyse, à quelque niveau qu'elle soit, devrait tracer les voies de la réconciliation du développement et de l'environnement et identifier les actions nécessaires, ceci pour permettre de broser les images souhaitables, possibles et réalistes de l'avenir.

A cet égard, cinq dimensions principales doivent faire l'objet d'une attention particulière, à savoir le contexte économique international, les populations, les stratégies nationales de développement, la gestion de l'espace et la prise en compte de l'environnement, que compléteront les études des divers secteurs économiques et composantes environnementales. Ce sont là les éléments de base qui permettront de définir le cadrage des futurs possibles offrant ainsi aux responsables locaux la possibilité de situer en permanence leurs stratégies nationales et régionales de développement dans un contexte permettant d'assurer autant que possible la sauvegarde de l'environnement.

Pareil exercice a été appliqué au bassin méditerranéen par le Centre d'Activités Régionales du Plan Bleu.

La méthode utilisée, la tentative de relier à la fois quantitativement et qualitativement les activités de développement et l'évolution de l'environnement, les conclusions dégagées et les recommandations qui sont proposées ne concernent pas seulement les méditerranéens mais aussi le monde entier. En fait, ce travail est un travail de pionnier, qui comporte donc des faiblesses inévitables, mais devrait, en temps voulu, être approfondi et étendu au niveau global.

S'il en était donc besoin, le Sommet de la

Terre, a montré la nécessité d'une compréhension du système et de l'analyse des interactions entre développement et environnement avant d'envisager les actions qui contribueraient à la construction des futurs possibles de telle ou telle région. Exercice délicat, l'analyse systémique et prospective qui complètera la collecte et le traitement d'informations ainsi que la sensibilisation et la formation continue de responsables, n'en est pas moins nécessaire.

La Conférence de Rio a donc directement ou indirectement montré l'importance du travail fait par le PAM, et du CAR/PB en particulier, ainsi que la nécessité de le continuer et l'améliorer.

Bien que définis en 1977 par les pays riverains de la Méditerranée, les objectifs du Plan Bleu demeurent tout à fait d'actualité, s'appliquant parfaitement à d'autres espaces régionaux; ces objectifs avaient été alors formulés comme suit:

"mettre à la disposition des autorités responsables et des planificateurs des différents pays de la région méditerranéenne des renseignements qui leur permettent d'élaborer des plans propres à assurer un développement socio-économique optimal soutenu sans entraîner une dégradation de l'environnement"

et:

"aider les gouvernements des Etats côtiers de la région méditerranéenne à approfondir leur connaissance des problèmes communs auxquels ils doivent faire face, tant dans la mer Méditerranée que dans ses zones côtières".

A cet égard, ne serait-il pas préférable d'accompagner la prise en considération de l'"Agenda 21", planétaire aujourd'hui, régional et méditerranéen demain, par une analyse systémique et prospective de type "Plan Bleu", dans le but de situer la liste des problèmes considérés dans une structure dynamique et interactive?

Les enjeux pour la qualité de notre avenir sont tels que s'il faut certes de la patience pour changer et améliorer nos modes de pensée et d'action, il faudra encore plus de la persévérance, lucide et active, pour que cela se traduise en bien-être général durable.



UN GRAND CHANTIER PLANÉTAIRE

Professeur ABDELKADER GAID

Directeur d'études chargé de l'Environnement, ministère de l'Environnement, Algérie

La conférence de Rio a conduit à un certain nombre des résultats en matière de stratégies à adopter pour une protection de l'environnement et de développement durable, augurant ainsi l'instauration d'un processus mettant en place un nouvel ordre mondial fondé sur un certain nombre de principes dont les plus importants sont les suivants:

- Souveraineté nationale
- Dialogue Nord-Sud
- Partenariat
- Souveraineté de la nature
- Contrôle des espèces biologiques et végétales pour la survie de l'humanité.

En effet, la conférence de Rio a permis sans nul doute de jeter les bases d'un processus permettant un avenir plus prometteur, où par exemple, la pauvreté, les termes négatifs de l'échange, l'injustice sociale devraient être bannis.

Les acquis de la conférence de Rio se présentent concrètement par:

- L'adoption d'une déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Ce texte devrait servir de base à l'élaboration prochaine d'une charte de la terre qui serait finalisée en 1995 à l'occasion du 50^e anniversaire des Nations-Unies.

Les principes faisant ressortir la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, le droit des peuples au développement et à un environnement sain, le rôle vital joué par les femmes et les jeunes dans la protection de l'environnement, la coopération internationale, la mise en place par les Etats de plans nationaux de protection de l'environnement etc... apparaissent de façon très claire et devraient être les éléments essentiels du nouvel ordre mondial.

- L'adoption de l'Agenda 21 qui constitue le programme d'actions pour le XXI^e siècle concerne toutes les questions liées à l'environnement et au développement durable. Les problèmes de santé, d'alimentation en eau, de déchets, de désertification, de protection de l'atmosphère,

de diversité biologique, habitat... sont convenablement cernés et sérieusement abordés afin que tous les Etats puissent envisager leurs plans nationaux de façon cohérente et homogène.



C'est la première fois qu'un tel programme en matière d'environnement est mis en place, et ayant pour principal objectif la protection de l'humanité.

- L'acceptation du principe d'un transfert de technologie des pays riches vers les pays pauvres. Même s'il n'y a pas eu d'engagement ferme et total de la part des pays industrialisés, l'accord de principe obtenu de la part des pays riches laisse entrevoir un certain espoir dans ce domaine si vital et augure le développement des technologies propres notamment, dans le cadre du nouveau dialogue Nord-Sud.

- La signature de deux conventions (changements climatiques et diversité biologique) par plus de 155 pays. Même si les U.S.A. ont refusé de signer la deuxième convention en raison des engagements qu'elle impose aux pays signataires, et notamment les pays industrialisés qui doivent exploiter les ressources végétales et biologiques d'un pays tiers, il n'en demeure pas moins que la signature de ces conventions par plus des deux tiers des pays de la planète est un grand pas vers le dialogue et la coopération Nord-Sud tant espérée.

- En matière d'institutions, la mise en place d'une Commission pour le développement durable, placée sous l'égide de l'E-COSOC sera l'organe intergouvernemental chargé du suivi des décisions de Rio, notamment la mise en oeuvre de l'Agenda 21.

A ce titre, la 47^e session de l'Assemblée générale a été mandatée pour mettre en oeuvre les modalités pratiques de l'organisation des travaux de cette commission.

- En matière de Ressources financières, de profondes divergences sont malheureusement apparues entre les pays riches et les pays pauvres. Elles concernent le financement des activités de l'Agenda 21 pour lequel les pays du Sud insistent sur la réitération des pays du Nord à consacrer 0,7% de leur PNB à l'aide officielle au développement, le réaménagement des règles de fonctionnement du FEM dans la perspective de transparence et de démocratisation dans sa gestion, d'élargir sa composition aux pays du sud, etc... Même si quelques pays donateurs ont annoncé (CEE, France, Japon, Royaume Uni, Allemagne) une certaine contribution en faveur des actions de protection de l'environnement, cette aide reste d'une manière générale insuffisante eu égard aux énormes efforts qu'il conviendra de consentir pour une application globale de l'agenda 21.
- L'adoption d'une motion visant à saisir l'A.G. lors de sa 47^e session, afin de



L'APRÈS RIO : PLANÈTE ET MÉDITERRANÉE

SERGE ANTOINE

*Conseiller spécial auprès de la CNUED pour la Conférence de Rio,
Ministère de l'Environnement, France*

mettre en place un comité intergouvernemental chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification. Le texte final devait être finalisé en juin 1994. Cette décision est un grand acquis pour tous les pays touchés par la désertification et la sécheresse, et on peut espérer que la résolution de cette question sera rapidement portée au bénéfice des pays concernés.

La conférence de Rio a ainsi permis la naissance d'un nouvel esprit qui devra donner l'élan nécessaire pour la mise en œuvre d'un développement durable.

Le programme d'actions adopté peut se révéler être un grand chantier planétaire en vue de la résolution des graves problèmes que vit actuellement l'humanité, notamment en matière d'environnement.

Rio a été un moment utile sur le long chemin qui reste à parcourir, et pour lequel les premiers jalons viennent d'être posés.

Les acquis de Rio ont permis ainsi, de :

- Reconnaître que la planète est un vaste ensemble dans lequel tous les éléments sont interdépendants.
- Prendre le développement comme une entité homogène. A ce titre, le sous-développement est aussi préoccupant que le sur-développement. Pour cela, l'effet de la protection de l'environnement doit être globalement consenti par les pays du Nord comme par les pays du Sud.
- De veiller à ce que les PVD utilisent rationnellement les ressources additionnelles dont ils disposent.
- De constater que le système économique actuel n'est pas adéquat et qu'il importe de le réviser. Il faut penser à un système économique écologique basé sur les principes adoptés à la conférence de Rio.

L'essentiel des acquis de Rio est destiné à la préparation du monde pour les générations futures. La route est tracée et tout reste à faire. Comme l'a dit Boutros Boutros Ghali "l'homme est un destructeur, il remet en cause sa propre survie. L'homme doit aimer le monde, après avoir aimé son prochain. La terre avait une âme, il faut la retrouver, la ressusciter. Telle est l'essence de Rio".

La Conférence mondiale de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement est, pour les uns, terminée. C'est vrai : le 15 juin, les 110 chefs d'Etat ou de gouvernement retournaient chez eux à leurs affaires et la grande halle de Rio Centro était rendue aux foires expositions. Ce serait donc l'heure du bilan. Mais pour d'autres (et je me range à leurs côtés), elle ne fait que commencer.

Un bilan très résumé

Pour ceux qui jugent la Conférence de Rio terminée, l'heure en est à l'appréciation des "produits finis". Prenons les un par un.

La Déclaration de Rio, d'abord : ses 27 articles s'ajoutent - il ne faut pas l'oublier - aux 27 articles de la Déclaration de Stockholm en 1972 ; ils contiennent des nouveautés relativement précises : le principe de "précaution", celui du "pollueur-payeur", celui des responsabilités des États les uns envers les autres, notamment pour les catastrophes ; la réaffirmation enfin des souverainetés nationales sur les ressources et les politiques de l'environnement (non à l'"ingérence"). La Déclaration de Rio n'est pas un chef d'œuvre mais elle tient la route : c'est l'essentiel.

Les deux conventions, celle sur les climats et celle sur la biodiversité ainsi que la déclaration sur les forêts sont des produits très généraux, certes, mais le poids de 156 signataires en fait de réels engagements.

L'"Agenda 21" est le plat de résistance ; avec ses 800 pages, il engage plus qu'on ne le pense, les gouvernements et les institutions des Nations-Unies. Les 135 programmes couverts constituent un ensemble d'engagements plus musclés qu'il n'apparaît. Et même s'ils ne sont assortis d'aucune Cour de Justice et d'aucune sanction, on ne peut dire à leur endroit qu'il s'agit de droit sans obligation.

Le travail de la communauté mondiale est ici considérable. Certains programmes - comme celui de la désertification - sont de véritables leviers.

L'Institution de suivi, un Conseil de développement durable placé dans le cadre du Conseil Économique et Social (ECOSOC) et probablement installé à Genève est une bonne chose en soi : on a heureu-

samment tourné le dos à la création d'une nouvelle institution spécialisée alors qu'existent déjà PNUE, CNUCED, PNUD, FAO, OMM, etc..., etc... Pour l'environnement et le développement à la fois c'eût été une erreur que de penser à une institution spécialisée supplémentaire. La voie d'une institution "diagonale" était la sagesse.

Et les financements demande-on ? Ici, il faut être clair, Rio était le lieu où pouvaient être exposés les besoins (environ 70 milliards de dollars supplémentaires l'ont été), où devait être mise en lumière la criante inégalité entre le Nord et le Sud ; mais Rio ne pouvait pas être l'enceinte où seraient prises des décisions financières. Deux milliards de dollars en plus chaque année ont tout de même été annoncés et le "Global Environment Facility" (FEM en français) sort renforcé avec aussi, sans doute, une révision de ses organes de décision et une plus grande transparence.

Certains regretteront que cette conférence qui se voulait la première ouverte sur le XXI^e siècle ait si peu fait de prospective et, sauf la population, limité son horizon à 2000-2010.

Mais la Conférence a été un immense succès par le nombre de partenaires "remués" depuis deux ans. Il n'est pas de ville et même de village au monde qui n'ait pas, à sa manière, préparé Rio. On n'avait jamais vu cela.

Tel est le bilan très résumé de la Conférence officielle de Rio en terme de "produits", en vision statique. Il faut y ajouter les quelque 35 "traités" produits par les ONG dans le "global forum" qui sont aujourd'hui encore très peu connus mais dont la lecture serait utile.

Un jardin à cultiver

Pour ceux qui pensent que la bataille de Rio ne fait que commencer, qu'en est-il ? D'abord le fait que les Nations Unies aient mis le sujet de l'environnement et du développement au menu des chefs d'Etat est, en soi, un événement majeur et une révolution culturelle. On ne pensera plus - et c'est fondamental pour les deux tiers du monde - l'environnement comme une case à part, venant, en général, après toutes les autres priorités (donc trop tard). Cet acquis - là est considérable



pour l'avenir et non en soi. C'est dans les fruits de demain qu'on reconnaîtra la graine de Rio.

Quant aux conventions signées et au texte sur les forêts ce ne sont pas des documents de résultat mais le début d'un processus. Ce processus là n'est rien de moins que l'apprentissage d'une gestion mondiale de la planète. Il faudra bien des décennies pour avancer sérieusement. Il faudra aussi du temps pour forger des institutions et réadapter le système des Nations-Unies qui a aujourd'hui besoin d'être plus que dépoussiéré, à la lumière, en tout cas, de l'environnement/développement. Il n'est pas sûr que l'on aille vers un gouvernement mondial mais, en quelques décennies, se dessinera une autre manière de gérer les affaires du monde. On ne pourra plus, désormais, dissocier la planète de la gestion des lieux où l'on vit: villes et régions, entreprises et associations de toute taille.

L'Agenda 21, lui aussi, est un produit qui se valorisera avec le temps. Le signe de cette bonification est déjà là: plusieurs Etats ont fait traduire l'Agenda 21, l'ont diffusé et plusieurs premiers ministres ont demandé à leurs ministres de leur faire rapport sur la manière dont ils vont tenir compte des décisions ou orientations de la Conférence de Rio. Cette démarche est tout à fait essentielle.

L'institution du suivi de Rio est, plus encore qu'un produit fini de la Conférence, un enjeu dont l'avenir nous dira s'il est, lui aussi, un levain pour une nouvelle dynamique. Nul ne sait aujourd'hui à quel niveau politique se réuniront les représentants des Etats; qui sera autour de la table et quelle incisivité auront les fonctionnaires et experts pour obtenir les informations des Etats et faire une réelle lumière sur l'état de la planète et sur les mesures à prendre.

Les financements, on l'a déjà dit, ne sont pas des acquis de Rio: ils sont des espérances et, plus encore, des préengagements de la communauté mondiale. On aurait pu attendre davantage des déclarations des chefs d'Etat, en particulier de leur engagement à porter à 0,7% la part de leur PNB consacrée à l'aide extérieure. Certains l'ont fait en annonçant un calendrier précis: ils étaient peu nombreux. Ajoutons enfin que même l'idée d'une taxe ou d'une redevance mondiale a progressé: elle a été émise, ici ou là. La communauté européenne eût pu donner l'exemple avec son idée de taxe sur l'énergie et le CO₂: mais ce n'était pas mûr.

Rio porte, en tout cas, le germe d'une réflexion indispensable sur le financement, aujourd'hui bien incomplet, des actions internationales: c'est considérable.

Un partenariat: les villes, les régions

L'apport essentiel de Rio n'a pas encore été mentionné: il s'agit de la mobilisation, désormais collective, des "sociétés civiles" en faveur de la planète: ce qui n'était pas encore le cas à Stockholm en 1972. Les entreprises, les ONG, toutes les professions, les villes, les régions seront désormais des partenaires. L'environnement appelait ce changement du champ des acteurs: le développement durable encore bien davantage. Les Etats ne peuvent plus agir seuls.

Malgré la règle du jeu d'une pareille conférence onusienne qui a réuni, par définition, des Etats, une place a été faite à d'autres partenaires grâce à Maurice Strong et son équipe de la CNUED. Ainsi 300 maires de grandes villes sont venus à Curitiba puis à Rio dire qu'ils étaient prêts à s'engager pour des «plans municipaux d'environnement et de développement viable» et à s'organiser pour renforcer la coopération internationale entre municipalités. C'est une indication de ce que l'«après Rio» sera fait de l'action de nombreux partenaires et pas seulement de celle des Etats.

Quant aux régions dans le monde, de nombreux orateurs d'Etats s'y sont référés pour indiquer que les politiques nationales se feraient plus facilement si plusieurs pays d'une même région (ou «écorégion») s'épaulaient. Ces régions ont aujourd'hui plusieurs formes: des subdivisions - souvent continentales - d'institutions de Nations Unies; des quasi fédérations (comme les communautés européennes qui ont avant même l'Acte unique de 1987, amendant le Traité de Rome de 1957, mis l'environnement dans des politiques communes); mais aussi des régions ayant, ensemble, des conditions écologiques, économiques, voire culturelles, sinon identiques du moins faisant partie d'une même famille. Ces régions désormais vont être appelées à porter une parcelle de souveraineté planétaire.

Tel est le cas du bassin méditerranéen (et non pas seulement de la mer Méditerranée), des Caraïbes, des régions de la Baltique ou celles du Sahel. Dès le 15 mai 1991, soit un mois avant la Conférence de Rio et dans sa perspective, 22 Etats d'

Afrique (et d'Europe) touchés par la désertification ont décidé de travailler ensemble et ont signé un accord. Celui-ci a beaucoup aidé ces pays à se concerter pour Rio et à Rio même, engageant ainsi le processus d'une convention mondiale sur la désertification, qui pourrait aussi ouvrir des portes à de nouveaux financements. Voilà l'un des succès certains de la Conférence de Rio.

La Méditerranée

Les Etats méditerranéens, mais aussi les provinces, les villes, les entreprises, les associations du bassin que peuvent-ils maintenant entreprendre dans l'esprit de Rio?

Parlons d'abord des Etats qui ont d'ailleurs participé très activement à la Conférence de Rio (*Voir la carte ci-contre*); dans chaque Etat les choses doivent avancer et sans doute la première démarche est que ceux qui ont représenté les Etats à Rio fassent connaître ce qui s'est passé là-bas, réclament aux Nations Unies des centaines de copies d'Agenda 21 et des conventions (elles sont disponibles depuis octobre) et réunissent les différents ministères pour leur demander ici ou là de changer de cap. Tout cela dépend, bien évidemment, des Premiers ministres, des ministres de l'Environnement et des ministres chargés de l'Economie.

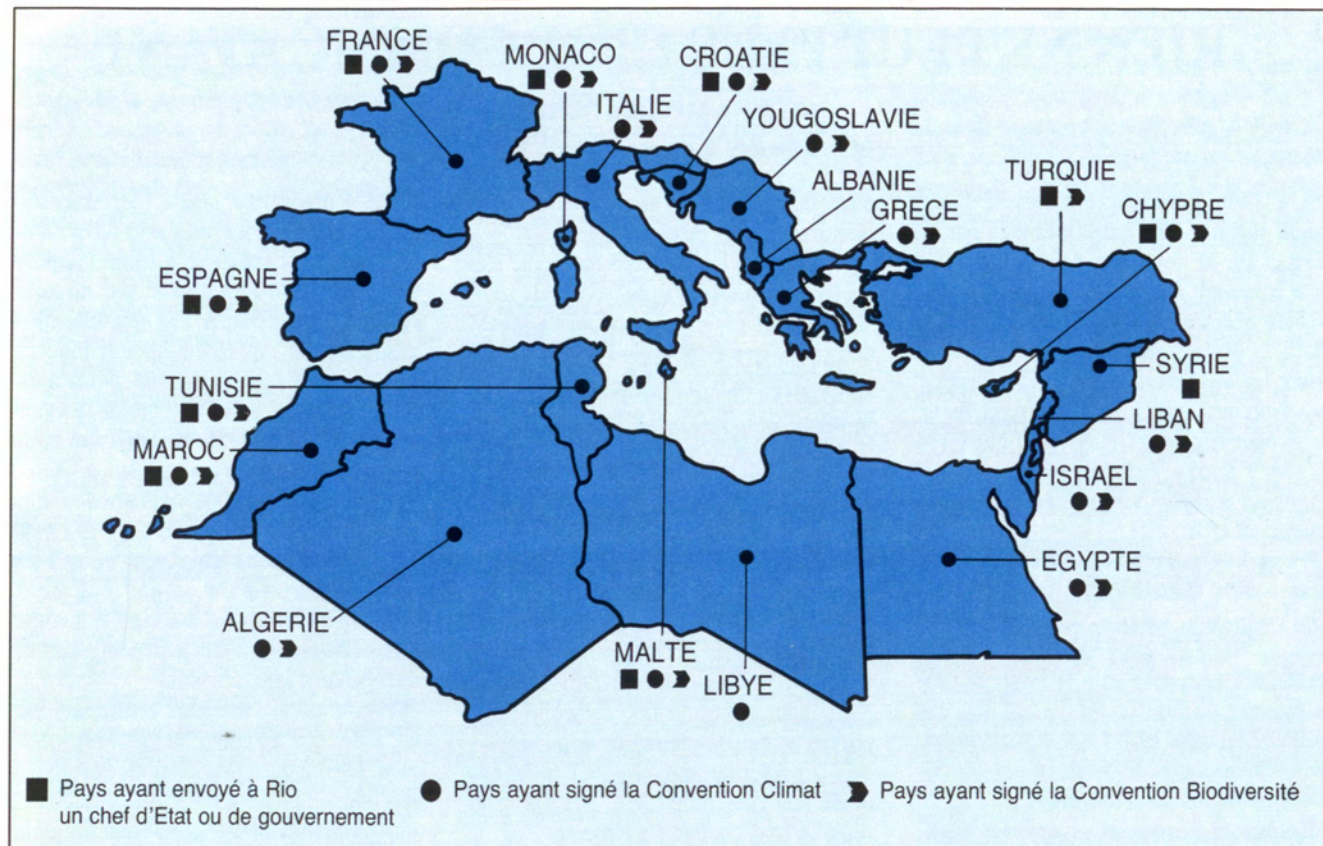
Les Etats pourraient aussi revoir leurs accords bilatéraux et revoir la dimension environnement-développement durable qui en est trop souvent absente. C'est d'ailleurs une possibilité qui a été évoquée juste avant Rio, par la Conférence euro-méditerranéenne tenue au mois de mai au Caire. Il serait bon que l'Unité de coordination du PAM encourage les pays dans ce sens et les incite à faire, avec leurs partenaires, un «audit» de leurs accords et du travail de leurs commissions mixtes au regard du développement durable.

Au plan multilatéral, celui du bassin dans son ensemble, le PAM peut sortir conforté de la Conférence de Rio dans la mesure où déjà il y a près de 20 ans, en 1975, il préfigurait une enceinte d'environnement-développement. Il est évident qu'un satisfecit de ce genre n'a de valeur que si on le cultive et que si on transforme peu à peu cet outil peu doté de moyens en outil performant qui mobilise des partenaires.

Les discussions de la Conférence de Rio permettent, à mon sens, de suggérer quelques pistes prioritaires bien reliées à l'Agenda 21: j'en citerai quelques unes:



LES PAYS MEDITERRANEENS ET RIO



1. Mettre en oeuvre une coopération entre le Nord et le Sud sur le thème du «capacity building» et, par exemple, aider des pays à monter leur propre industrie nationale de l'adduction d'eau, de l'épuration, de solaire simple, des traitements de déchets, etc...

2. Créer, entre méditerranéens, un système de transferts de technologie et de coopération sur les technologies propres et appropriées. C'est à portée de main: un réseau-l'ASCAME- celui des Chambres de Commerce, est prêt à le faire.

3. Monter un «observatoire» de la Méditerranée bien branché sur les instruments de connaissance sur l'état de la planète. Il semble qu'en s'appuyant sur une décision des Parties contractantes de septembre 1987 et sur un outil comme le Plan Bleu, on puisse maintenant mettre sur pied un instrument de ce type, bien articulé sur des relais nationaux et sur le travail de la communauté européenne et de l'OCDE.

4. Les partenaires industriels déjà réunis et stimulés dans le «Business Council» pourraient se regrouper entre méditerranéens et créer, sinon une structure, du moins un «club» méditerranéen facilitant les échanges et s'intéressant à la formation, point-clef du progrès. Ceci a été judicieusement proposé en juillet 1982 par

l'Aspen Italie, bel exemple de travail de l'après-Rio.

5. Développer la coopération technique en particulier entre les villes du littoral (elles sont environ 120) déjà regroupées, depuis 1991, dans une réseau suscité par la Banque mondiale (Hadj Mabrouk): «Med cités».

6. Lancer des programmes, synchronisés dans chaque pays, de lutte contre les gaspillages d'eau ou d'énergie et développer partout une conscience de la rareté des ressources. L'eau est, ici, vitale plus qu'ailleurs.

7. Réunir en Méditerranée les responsables des espaces protégés: parcs nationaux, parcs régionaux, réserves naturelles, réserves du MAB. Un réseau est déjà en place, le MEDPAN: il convient de le renforcer en liaison étroite avec le Centre des Aires protégées de Tunis. Ce serait le point de départ, sur le terrain, de la mise en route du travail mondial sur la biodiversité. La Méditerranée en serait le banc d'essai. C'est comme cela que progressera la convention mondiale sur la biodiversité.

8. Il faudra aussi s'attacher aux financements. D'abord clarifier les relations entre le METAP de la Banque Mondiale et le FEM et renforcer encore l'articulation

des instances financières (Banque mondiale et BEI) avec le PAM. Il faudrait aussi aider tous les pays - du Sud et du Nord - à revoir certaines pratiques d'impôts ou de subventions actuellement dangereux pour l'environnement ou le développement durable. Il faudra aussi renforcer les ressources nationales disponibles pour l'eau, l'air, les déchets, la désertification, par des incitations à des entreprises publiques ou privées ou des agences. Enfin il faudrait recommander aux pays du Nord d'accroître leur solidarité avec le Sud et tous ensemble - sans doute à travers l'Europe - de consacrer au moins 0,7% de leur PNB à l'aide publique aux pays en développement. Certains l'ont promis à Rio.

Voilà quelques pistes concrètes qui me viennent du travail de Rio de Janeiro. Rio a ouvert la voie et rendu un immense service en mettant les pays du Nord et du Sud sur une trajectoire commune. Il a appris aux pays du Nord et du Sud qu'on ne pouvait isoler l'environnement et que ce serait une caricature et une impasse. La voie est ouverte mais il reste à marcher - d'un bon pas j'espère - sur le chemin de la coopération concrète. Il a été dit à Rio, et je le crois vrai, que le bassin méditerranéen pouvait être le meilleur banc d'essai régional de la gestion planétaire.



RIEN NE PEUT PLUS ÊTRE COMME AVANT

ATHENA MOURMOURIS

Ministère de l'Environnement, Grèce

Après une période d'enthousiasme excessif suivie d'une autre marquée par la déception et que l'on peut imputer, l'une comme l'autre, à un manque de réalisme nécessaire, il est on ne peut plus naturel de se demander: «Que signifie pour les méditerranéens la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement (CNUED) qui s'est tenue à Rio?» Tentons ici de donner quelques réponses concises et, par conséquent, schématiques:

Primo, la Conférence de Rio a invité instamment à la coopération et à la solidarité parmi tous les pays de notre planète commune. Les pays méditerranéens, grâce à l'initiative et à la contribution précieuses du PNUE, appliquent déjà ces principes depuis 1976 à une échelle régionale - le bassin méditerranéen - et ont enregistré des résultats tangibles.

Secundo, à travers les procédures engagées par la CNUED, il est devenu patent qu'il y a une interdépendance entre les formes de développement et la protection de l'environnement. Cette idée a également été intégrée dès le tout début dans les programmes du Plan d'action pour la Méditerranée: le Plan Bleu et le PAP ont été créés selon cette ligne de pensée. Toutefois, un champ d'application beaucoup plus large a été présenté à tous par la CNUED pour qu'ils s'y consacrent.

Tertio, la création de nouveaux mécanismes financiers et la coordination de ceux qui existent déjà en vue de la mise en oeuvre de l'Agenda 21 offrent des possibilités supplémentaires pour la réalisation de projets dans le cadre ou le ressort du PAM, à condition qu'il y ait une préparation et une planification appropriées. Pour les pays méditerranéens - déjà habitués à coopérer et, le cas échéant, à lancer des projets communs - ces possibilités sont tout autres que théoriques.

Quarto, ce qu'on appelle «l'esprit de Rio» ne peut que contribuer, dans une mesure considérable, à renforcer la volonté politique - exprimée sans interruption depuis 1976 - ainsi qu'à accroître encore la sensibilisation à l'environnement, si nécessaire à la réalisation des

plans et des activités approuvés en commun par les pays méditerranéens.

Quinto, il est devenu clair qu'après Rio les méditerranéens ne peuvent plus se limiter à leur région commune; ils savent désormais que l'on attend d'eux un apport à la protection globale de la planète - et sous toute forme appropriée, qu'il s'agisse de l'expérience, de la technologie, du financement, de la recherche, des projets pilotes, du fait même de réduire leur propre contribution à la pollution ou à la dégradation de l'environnement mondial.

En d'autres termes, malgré les critiques, les limitations et les réticences, la CNUED s'est avérée être un nouveau pas - et un pas historique en raison de sa portée et de son champ d'application - vers la protection effective de l'humanité et de son environnement. Mais il nous reste un long chemin à parcourir.

Le lien étroit solidement forgé entre le développement et la protection de l'environnement de notre planète a constitué le nouvel élément offert par cette Conférence. Son principal apport est lié à la sensibilisation et à la mobilisation, lesquelles ne porteront pas nécessairement des fruits dans les prochaines années mais à bien plus long terme. L'absence de résultats spectaculaires ne réduit nullement l'importance réelle de Rio. A travers ses procédures, nous avons obtenu plusieurs documents (juridiquement contraignants, comme les deux conventions, ou non contraignants) approuvés par l'ensemble des 178 pays (154 pour les conventions), en dépit des critiques portées sur chacun d'eux. Elle a également fourni l'occasion, à toutes les personnes et institutions y participant, d'acquérir une expérience solide concernant - entre autres - les problèmes techniques, politiques, organisationnels et concertatifs.

Aujourd'hui, rien ne peut plus être comme avant la CNUED; bien qu'il faille du temps pour en apprécier les effets, personne ne peut prétendre ignorer les problèmes, leurs causes et leur interdépendance. Un processus de changement a été enclenché, faisant de l'après-Rio une

phase d'espoir et d'action - certainement pas d'auto-satisfaction. La CNUED a libéré certaines forces et modifié l'équilibre entre elles. Elle a aussi notablement contribué à consolider une sensibilisation mondiale à l'environnement et joué un rôle catalyseur pour les ONG. Nous assistons par conséquent au commencement d'une ère nouvelle de mobilisation et de participation active de tous les partenaires sociaux concernés. Ne serait-ce que pour cette seule raison, la CNUED peut être qualifiée de gigantesque pas en avant. Mais, étant donné que le degré d'engagement n'est pas encore à la hauteur des problèmes, il est à prévoir que ce changement sera très lent.

Comme prévu, l'aspect économique s'est avéré être au coeur de tous les problèmes. Les longues négociations auxquelles il a donné lieu et la difficulté d'atteindre des décisions acceptables par tous ont souvent suscité des critiques et des accès de pessimisme. Cependant, la Conférence de Rio, pour être jugée, doit être replacée dans son cadre réel: dans des manifestations et réunions internationales aux dimensions aussi incroyables, confrontant de nombreux groupes d'intérêts divergents et des problèmes aux aspects multiples (économiques, sociaux, techniques, politiques), on ne peut s'attendre à des miracles. Nous avons éprouvé des difficultés analogues à l'échelle plus restreinte que nous connaissons bien mieux: le Plan d'action pour la Méditerranée.

C'est à nous qu'il revient d'élaborer le «miracle», puisque la phase la plus importante de toute la procédure est le suivi. A cet effet, et en vue de concrétiser les décisions de la CNUED, nous autres méditerranéens - avec d'autres pays - nous devrions nous attacher à réexaminer notamment les points suivants:

- comment l'idée de «développement durable» pourrait-elle le mieux s'appliquer aux conditions spécifiques de notre région et de nos pays?

- quelle devrait être, en conséquence, la (re) distribution plus appropriée des coefficients de développement (sur une base qualitative et géographique)?



- comment devrait-on procéder à une réforme technique visant une production propre, une protection du milieu biologique et culturel, grâce à une planification fondée sur le principe de prévention, la gestion rationnelle de toutes les ressources et la participation sociale?

- quelle devrait être la nouvelle instance administrative appropriée pour s'attaquer plus efficacement aux problèmes planétaires conjointement aux problèmes locaux et régionaux, ménageant la participation active, officiellement dorénavant, des nouveaux «alliés» dans la protection de l'environnement, à savoir les ONG pertinentes et les partenaires sociaux concernés.

La Méditerranée pourrait être la zone idéale pour appliquer les résultats de la CNUED et elle pourrait devenir un exemple significatif de «partenariat mondial». Tout d'abord, la zone possède le cadre juridique nécessaire (la Convention de Barcelone et ses protocoles) et elle a déjà une expérience ancienne et fructueuse de dialogue et de coopération dans des domaines concrets d'intérêt commun.

En outre, on pourrait considérer la Méditerranée comme un microcosme de la

planète, caractérisée en même temps par une extraordinaire richesse de facteurs environnementaux ainsi que par des différences et contradictions nombreuses à plusieurs niveaux.

Dans cette perspective, les pays méditerranéens souhaiteront peut-être envisager également dans le cadre d'un tel projet pilote- la proposition incluse dans la déclaration du Premier ministre grec, distribuée à Rio comme document officiel, et qui vise à étendre au PAM la protection des forêts méditerranéennes grâce à l'établissement d'un inventaire, une étude des caractères spécifiques des écosystèmes forestiers de la région, et la création d'une force spéciale de lutte contre les incendies à l'échelle du bassin.

D'autres formules existantes, comme la coopération euroméditerranéenne, pourraient être exploitées aussi à cette fin.

Nous sommes persuadés que bien des idées peuvent être soulevées et examinées dans le cadre qui convient en vue de concrétiser une série méditerranéenne de projets pilotes supplémentaires, conformément aux décisions de Rio. A cet égard, le 50e anniversaire des Nations Unies en 1995 pourrait être une occasion

propice de présenter pour la première fois l'expérience méditerranéenne à nos «concitoyens» de toute la Terre.

La Conférence de Rio nous a donné la conviction que, avec des moyens financiers et techniques adéquats, il devrait être possible de réorienter les activités humaines sans outrepasser les nombreuses limites qui nous menacent aujourd'hui. Toutefois, une nouvelle éthique est nécessaire pour résoudre les problèmes. Une éthique fondée sur la paix, la justice et l'équité, la solidarité et la coopération, la planification et le développement respectueux de la nature, la sauvegarde, la conservation et le recyclage des ressources. La précieuse expérience, déjà existante, de la coopération méditerranéenne constitue la garantie que nous pouvons aller dans cette direction.

Comme l'a dit Maurice Strong, «le vrai succès du Sommet de la Terre tiendra à ce que les gouvernements, les entreprises, les collectivités, les ONG et les individus feront pour prendre des mesures».

Il nous incombe donc de définir la signification de la CNUED pour la Méditerranée et de contribuer à traduire en faits ses décisions.

LE SUCCÈS DU PAM EST UN BON PRÉSAGE POUR LE SUCCÈS DE RIO

URI MARINOV
Consultant, Israël

Au moment où j'étais encore Directeur général du ministère de l'Environnement en Israël, en juin dernier, MEDONDES m'a demandé, comme aux autres responsables de pays méditerranéens, de donner mon sentiment sur les résultats de Rio. Puisqu'aujourd'hui je viens de quitter mes fonctions officielles, je vais donner à mes réflexions un tour plus personnel. Le Sommet de la Terre est avant tout à mes yeux la confirmation de ce que nous avons vécu collectivement au sein du PAM lors de ces 17 années passées. La promotion de la cause de l'environnement dans la région ne s'est pas faite sans peine. Elle est le résultat d'un travail progressif et en profondeur des experts, des acteurs politiques et des responsables des grandes organisations internationales comme le

PNUE. Pour avoir suivi ce processus au jour le jour, j'ai pu me rendre compte à quel point la nécessité de la coopération permet de surmonter bien des obstacles politiques, économiques, culturels - que l'on jugeait dissuasifs au départ.

J'ai commencé mon association avec le PAM avant que celui-ci ne soit officiellement établi. Darant l'été 1973, Maurice Strong (le récent Secrétaire général de la Conférence de Rio, à l'époque Directeur exécutif de PNUE) est venu nous voir en Israël pour discuter des problèmes de la Méditerranée. Il nous a annoncé le lancement du Programme pour les mers régionales, le premier plan étant consacré à la Méditerranée avec la participation d'Israël sur un pied d'égalité. Je me disais en moi-même: «Est-ce possible?» Mon pays

n'entretenait pas de relations avec au moins 8 pays de la région. M. Tolba, qui allait bientôt devenir le Directeur exécutif de PNUE, prit sur lui d'obtenir l'approbation des autres pays, et il lui fut possible de convoquer à Barcelone 16 des 18 pays riverains pour convenir du Plan d'action en 1975, et un an plus tard de la Convention et des deux premiers protocoles. Peu de gens se rendent compte que, jusqu'à que le processus de paix au Moyen-Orient s'ouvre à Madrid en 1991, le PAM a été la seule instance où les Israéliens ont directement parlé, et en termes amicaux, avec des représentants des pays arabes. L'un des principaux résultats du PAM au cours de toutes ces années, a été de servir de forum pour entretenir des relations professionnelles parmi



des pays aux régimes différents. Je ne connais pas une autre organisation dans le monde où ce type de coopération ait pu se développer dans un contexte aussi délicat. Et, en octobre 1991, quand Israël en ma personne, été élu au poste de rapporteur du Bureau des Parties contractantes à la réunion du Caire, c'était pour moi la consécration de cet état d'esprit.

Bien des gens, au cours des 17 années passées, m'ont demandé ce que je pensais du PAM. Ce n'est un secret pour personne que des critiques sévères ont été émises, ici et là, sur son efficacité. Mais si l'on tient compte des contraintes d'un budget limité et de la complexité et de l'ampleur des problèmes, son action et ses acquis me paraissent être un vrai succès. Je veux ici saluer deux hommes qui en ont été les artisans: Aldo Manos, le premier Coordonnateur du PAM jusqu'en 1991, qui a su l'impulser et le diriger habilement, et Stepan Keckes qui a été la force motrice derrière tout le programme des mers régionales.

Telle est l'appréciation que je porte sur le PAM. Mais Rio dans tout ça, demanderait-on? Eh bien, je crois que nous sommes aujourd'hui confrontés à une ère nouvelle. Lors de la préparation du Sommet de la Terre, il est devenu manifeste que la protection des ressources naturelles de la planète était la question la plus urgente et non plus le souci de quelques experts avisés. La seule chose qui nous reste à faire si nous voulons survivre sur cette Terre est d'emprunter à l'échelle de la planète la voie que, modestement et avec des moyens réduits, nous avons su inventer et tracer au sein du PAM, en montrant ce qu'on peut obtenir avec de la bonne volonté. Au moment où je quitte ma participation officielle au PAM et à son Bureau, je souhaite faire part à M. Busuttil et à la grande famille du Plan d'action, au personnel de l'Unité et des Centres d'activités, de tous mes vœux de succès. Les accords conclus à Rio doivent être un nouveau stimulant pour toute la région. Je suis convaincu que ce sentiment est partagé par tous les pays riverains.

Une référence qui peut être politiquement exploitée

Ministère des Travaux publics et des Transports, Espagne
(extrait du document adressé et qui en résume les conclusions générales)

Rarement une réunion a été si longuement et laborieusement préparée et aura, prévoit-on, de telles implications pour l'avenir que la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement. En revanche, il n'est pas normal qu'une réunion de cette envergure ait suscité des débats aussi restreints, tant du côté des défenseurs que de celui de ses critiques qui se sont uniquement attachés au succès ou à l'échec de la Conférence proprement dite.

A n'en pas douter, Rio 92 a officialisé les termes du débat ouvert en 1984 et expliqué dans le rapport de la Commission Brundland intitulé «Notre avenir commun» publié en 1987. Ce document a introduit le concept et objectif de «développement durable» et placé l'environnement au centre du débat sur l'avenir en nous obligeant à transférer ou verser toutes les interrogations du moment (déséquilibre Nord-Sud, dégradation progressive et appauvrissement des ressources naturelles) et les prévisions à long terme sur l'union indissoluble environnement/développement.

Les résultats officiels de Rio sont contenus dans des textes qui impliquent un compromis politique global, généralement accepté par les 175 pays présents («Déclaration de Rio», «Agenda 21», «Déclaration de principes sur les forêts») et dans d'autres textes juridiquement contraignants («Convention sur le changement climatique», «Convention sur la biodiversité»). On devrait y ajouter des compromis spécifiques de nature politique conclus par certains pays (cas de l'Espagne) ou groupes de pays (comme la CEE).

La Déclaration de Rio implique globalement la reconnaissance des principes de responsabilité partagée, bien que différente, des pays, les pays développés acceptant la dette environnementale passée et toutes les nations des limites à l'exercice de leur souveraineté nationale en raison d'effets éventuels sur l'environnement. Cela implique en premier lieu une optimisation des politiques de l'environnement telles que celles du «pollueur - payeur», de l'«attention», de la «précaution», etc.

La Déclaration de Rio est un texte équilibré qui, sans satisfaire pleinement personne, a déjà des effets directs et peut être considéré comme opérationnel, en dehors du fait qu'il constitue une base pour évoluer progressivement ou se transformer en une véritable «Charte de la Terre» que le Secrétariat de la Conférence parachèvera en commémorant le 50^e anniversaire des Nations Unies en 1994.

Quant à l'Agenda 21, c'est un texte conceptuel et fondamental dont la forme articule l'analyse autour de nombreux domaines affectant l'environnement et le développement, depuis la lutte contre la pauvreté et l'évolution nécessaire des modèles de consommation jusqu'au renforcement des ONG, la prise en considération de problèmes sectoriels ou spécifiques (atmosphère, forêts, biodiversité, biotechnologie, océans, déchets...) et les moyens ou instruments nécessaires d'exécution tels que les mécanismes financiers, le transfert de technologie, le développement institutionnel, les instruments juridiques, etc.



La vocation future et opérationnelle de ces programmes pourrait être jugée au degré de détail obtenu pour chaque domaine et à la possibilité de sa transformation progressive en textes contraignants.

Les ressources financières estimées comme nécessaires pour la mise en œuvre de l'Agenda 21 témoignent de son ambition. Elles dépassent 125 milliards de dollars/an d'aide extérieure de la part des pays développés (leurs propres ressources représentent 4 à 5 fois l'aide extérieure), ce qui est bien plus élevé que l'aide au développement officielle effective (50 milliards de dollars) bien que proche du chiffre disponible si l'objectif de 0,7% du PNB était dans l'ensemble atteint. Ce taux figure dans l'Agenda 21 comme l'objectif à atteindre «le plus tôt possible».

En somme, les textes de compromis politique global, et notamment l'Agenda 21, ne sont pas contraignants et ne comportent pas d'accords concernant les ressources financières à fournir par les pays développés, mais ils représentent une référence qui peut être politiquement exploitée. En outre, ils permettent de spécifier des programmes et des activités à financer ou à dénoncer, sur la base de révisions périodiques. Ni les politiques nationales, ni les débats ou orientations de politiques régionales ou sectorielles ne seront les mêmes après Rio, car il existe dorénavant des textes communs de référence.

Parmi les textes contraignants, la Convention sur le changement climatique établit des compromis généraux concernant la communication des relevés des émissions, de l'effet hivernal des émissions et de la



NOUS SOMMES CONDAMNÉS A RÉUSSIR

Professeur FRÉDÉRIC BRIAND

*Directeur général, Commission internationale
pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée, Monaco*

mise au point de plans de limitation des émissions. La CEE et d'autres pays développés souhaitent progressivement résoudre ce manque de compromis sur la base des protocoles prévus dans la Convention. Toutefois, le texte disponible prévoit déjà d'importants progrès et, comme dans le cas d'autres conventions récentes (de Genève sur la pollution atmosphérique transfrontières, de Vienne sur la protection de la couche d'ozone), la concrétisation de compromis reposant sur la Convention n'est qu'une question de temps. L'amélioration des mécanismes financiers reste également en suspens.

La Convention sur la biodiversité est également déficiente (absence de résolutions pour l'établissement de listes de zones biogéographiques et d'espèces importantes; mécanismes financiers insuffisants) mais, une fois de plus, la Convention elle-même prévoit des mécanismes pour son amélioration, auxquels la Communauté et ses Etats membres ont promis de contribuer.

En ce qui concerne l'Espagne, les compromis obtenus au Sommet rentrent dans la politique défendue par la Communauté européenne.

En outre, lors de l'intervention du ministre espagnol des Travaux publics et des Transports, il a été confirmé que Séville était proposée comme siège du Secrétariat de la Convention sur la biodiversité.

En bref, l'après-Rio a commencé avec un ordre du jour chargé: un cadre conceptuel fourni par la Déclaration de Rio, bien que justiciable d'améliorations; un Agenda 21 pour l'avenir, cohérent et d'une vaste portée, bien que dépendant, pour son progrès réel, des ressources financières ou de changements possibles dans les flux économiques; deux conventions contraignantes, mais dont l'application et les perspectives sont encore inconnues, bien qu'il existe la ferme volonté de les développer rapidement à travers des protocoles; et enfin une Déclaration sur les forêts qui n'exclut pas la possibilité de devenir un instrument contraignant plus ambitieux que les autres, en raison de son importance pour les conventions précitées, pour la désertification et, en général, pour la conservation de la nature et la protection des ressources naturelles.

En ce qui concerne les actions concrètes envisagées par l'Espagne au niveau international et régional, il convient donc de mentionner:

- *pour la région Méditerranée – Maghreb*: la création en Espagne d'un Centre pour le transfert de technologie dans la région Méditerranée – Maghreb. Cette idée a déjà été lancée lors du Conseil informel des ministres de l'environnement à Estoril;

- *dans le cadre des Nations Unies*: la proposition concernant le choix de Séville comme siège du Secrétariat de la Convention sur la biodiversité. Cette proposition a déjà été avancée à la réunion du Conseil d'administration du PNUE, à Nairobi, en mars 1992, ainsi que, récemment, à la réunion de Comité de négociation de la Convention et lors du Sommet de Rio. On peut y ajouter la proposition visant la création d'un Institut de gestion des ressources en eau.

Dans le contexte de la Conférence de Rio, la mer Méditerranée apparaît à la fois une des zones les plus exemplaires et les plus vulnérables du globe.

Exemplaire de par sa position géographique au confluent de trois continents, génitrice de multiples cultures, riche de sa longue histoire d'échanges entre le nord, le sud, l'est et l'ouest. Symbole évident, planétaire, d'une coexistence "réussie" entre un écosystème et l'humanité durant des millénaires. Exemplaire donc des potentialités et des vertus réelles contenues dans la notion trop souvent abstraite de "patrimoine naturel commun".

Mais aussi mer singulièrement fragile, vulnérable, victime depuis peu de déséquilibres croissants, certainement menaçants, à l'interface critique qui se situe entre populations, environnement et développement. Région se devant de négocier rapidement, en raison et en dépit de son morcellement politique et économique, sa transition vers le développement durable. En effet la Méditerranée concentre sur à peine 1% de la surface du globe la plupart des problèmes abordés à Rio: dégradation accélérée de son environnement - particulièrement sur le littoral - transfert transfrontières de ses pollutions, explosion démographique et touristique de ses populations, vastes disparités économiques, paucité des moyens de surveillance et de contrôle de l'environnement, sous-information ou malinformation... Ces points, parmi d'autres, illustrent parfaitement, à notre échelle régionale, les formidables défis auxquels se sont engagées à répondre, d'ici le prochain siècle, la plupart des nations de la planète représentées à la CNUED.

Si la Conférence de Rio a représenté une prise de conscience planétaire de l'interdépendance environnement/développement - et n'en déplaise aux esprits chagrins ce n'est pas là un mince succès - l'expérience et le pragmatisme indiquent que c'est à l'échelle plus humaine des régions que les solutions efficaces devront être mises en oeuvre. Dans cette perspective, la mer Méditerranée paraît particulièrement bien indiquée pour servir de région pilote à l'application des préceptes avancés à Rio.

Au Sommet de Rio, le domaine marin a été largement occulté dans les discours des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Le discours du Président en exercice de la CIESM, le Prince Rainier de Monaco, essentiellement axé sur les préoccupations de notre Commission quant à l'avenir de la mer Méditerranée, aura été l'une des rares exceptions à la règle. Il convient de rappeler ici les quatre

priorités que notre Président a mises en avant à cette occasion pour notre région:

1. Le transfert opérationnel Nord-Sud de méthodologies et technologies appropriées, notamment en matière d'aquaculture, de restauration des équilibres côtiers dégradés, de gestion rationnelle des aires littorales protégées, de mesure et de contrôle des pollutions, et de connaissance fondamentale des mécanismes écologiques;

2. La mise en place d'un système de surveillance en temps réel des pollutions en mer, intégrant les derniers moyens de télédétection par satellite-radar. Un tel système, que la CIESM développe à titre pilote pour les hydrocarbures, serait relié à des moyens d'intervention immédiate d'agences spécialisées, et nous fournirait des moyens puissants de dissuasion et d'intervention contre les pollueurs;

3. L'élaboration d'une Convention cadre en vue de protéger des zones sensibles situées en eaux internationales. Ces zones seraient identifiées en fonction de leur importance écologique et de leur vulnérabilité aux activités humaines. Il s'agira moins d'imposer un mode de protection stricte que d'adapter une gestion souple, intégrée, où les ressources marines et les activités économiques (pêches, transport, exploration minière, tourisme, etc...) pourront coexister durablement grâce à une concertation étroite des divers utilisateurs;

4. L'ouverture d'un Bureau International de Liaison, en Principauté de Monaco, chargé particulièrement d'identifier les doubles emplois, les lacunes et les besoins les plus criants dans l'application des diverses Conventions concernant la mer Méditerranée et la mer Noire. Une telle mission, pour être efficace, devra disposer à la fois d'une totale indépendance d'action et de l'étroite collaboration des agences spécialisées.

En conclusion, nous sommes à l'évidence condamnés à réussir, ici et vite. Si nous ne parvenons pas à gérer équitablement et durablement cette Mare Nostrum partagée (seulement) par une vingtaine de pays riverains, cet écosystème que nous pratiquons depuis si longtemps et que nous connaissons plutôt mieux que les autres, quel espoir raisonnable pourrions-nous avoir de bien gérer un jour l'environnement de la planète entière, dans toute sa complexité? Il est urgent que des mécanismes financiers appropriés se mettent rapidement en place, qui soient à la hauteur et à l'échelle de cette entreprise. Dans ce sens, je verrais pour ma part plutôt favorablement l'établissement d'une Banque Régionale pour le Développement de la Méditerranée.



RIO ET LES ONG

MICHAEL SCOULLOS

Président du BEE/MIO

Le Forum des ONG

Etroitement lié à la Conférence officielle et au «92'Global Forum», le Forum des ONG a comporté une série de discussions, de réunions et la négociation des traités sur les ONG, exclusivement entre les ONG sur l'environnement et le développement, à l'Hôtel Gloria, sur la plupart des sujets discutés à la CNUED officielle, au Rio Centro. Le Forum des ONG a été suivi par des centaines de représentants des ONG.

Toutefois, les discussions du 92'Global Forum et du Forum des ONG n'ont eu qu'un impact réduit ou peu visible sur la Conférence officielle. En revanche, les ONG sur l'environnement et le développement qui ont pris part à la réunion officielle (environ 100 sur les 200 présentes au Rio Centro) ont tenu des réunions de coordination régulières, des consultations informelles et se sont arrangées pour influencer, dans une certaine mesure, sur les discussions par des conférences de presse et des pressions systématiques.

La seule réunion officielle entre des représentants des gouvernements et des ONG a été celle organisée par le BEE, présidée conjointement par le ministre portugais de l'Environnement (président du Conseil européen pour l'environnement) et le professeur M. Scoullos en sa qualité de président du BEE. Au cours de la réunion, à laquelle ont pris part un nombre important d'ONG, les conventions négociées ont été discutées et maintes questions ont été posées par les ONG; les ministres y ont répondu en insistant particulièrement sur les positions de la CEE.

A l'initiative du Bureau d'information méditerranéen (MIO) et de l'Office arabe de la jeunesse et de l'environnement, des réunions informelles restreintes ont été organisées, et une lettre a été rédigée et adressée à tous les chefs d'Etat et de gouvernement des pays méditerranéens. La lettre a été distribuée et signée également par l'ENDA inter-arabe. Malheureusement, ce fut là la seule initiative concernant la Méditerranée. Avec une certaine satisfaction, nous avons pu relever quelques-unes de nos vues dans les discours finaux de plusieurs dirigeants politiques méditerranéens.

Résultats de la Conférence

Les principaux résultats (ou non-résultats) de la CNUED ont été les suivants:

1. L'adoption de l'Agenda 21, un document important qui a été minutieusement négocié et discuté tout au long de la Conférence. En dépit du fait qu'il est pas aussi ferme que l'auraient souhaité les ONG, c'est jusqu'à ce jour le programme mondial d'action de la plus grande portée en vue d'un développement durable de la planète, et qui intègre la protection de l'environnement.
2. L'adoption de la Convention sur le changement climatique, qui vise à stabiliser les émissions de gaz carbonique provoquées par la combustion des carburants fossiles (malgré les objections de la plupart des pays producteurs de pétrole). La Convention prévoit d'importantes réductions des émissions de CO₂ et d'autre gaz à effet de serre en vue de prévenir l'effet de serre. Elle fait également référence aux instruments financiers appropriés pour atteindre les objectifs.
3. L'adoption de la Convention sur la diversité biologique - en dépit des objections initiales des Etats-Unis et de quelques autres pays - concernant la conservation et l'exploitation durable de toutes les espèces, faune, flore et leurs écosystèmes, dans le monde.
4. Bien qu'il n'y ait pas eu de Convention sur les forêts tropicales par suite des objections de la Malaisie et d'autres pays du tiers-monde, une Déclaration a été adoptée et il a été convenu de préparer une convention pour l'année prochaine, suivie d'une convention sur la désertification.
5. Il n'y a pas eu de convention pour la protection de la mer. Cependant, on a discuté du fait que le Droit de la mer existant n'a pas été ratifié, et il a été convenu qu'une convention devrait être préparée dans les deux prochaines années.
6. L'adoption de la «Déclaration de Rio», un ensemble de 27 principes plaçant les êtres humains au centre des préoccupations en matière d'environnement et de développement.
7. Il a été convenu, pour assurer le suivi de la Conférence de Rio, qu'une série de ressources financières et de changements institutionnels était nécessaire.
 - a.) *Ressources financières*: peu de fonds ont été mis sur le tapis vert. Les Japonais ont été les plus généreux et les Etats-Unis les plus parcimonieux. La communauté européenne a plaidé en faveur d'un financement accru pour aider les pays en développement. L'objectif de 0,7% du PNB a été réaffirmé pour l'an 2000 («ou le plus tôt après cette date» selon un amendement du Royaume-Uni appuyé par l'Allemagne).
 - b.) *Changement institutionnels*: La Conférence est convenue qu'un «organisme spécial» des Nations Unies devrait surveiller la mise en oeuvre de l'Agenda 21 et des conventions adoptées. Dans chaque pays, un «Comité spécial» auquel devraient participer les ONG sera chargé de la surveillance de l'application des conventions et de l'Agenda 21 au niveau national ainsi que de l'établissement d'un rapport annuel qui sera communiqué aux Nations Unies.





UN CONSTAT D'ÉCHEC AVEC QUELQUES MOTIFS D'ESPOIR

DOMITILLA SENNI

Greenpeace Italia

CE QUE LA CNUED A PASSÉ SOUS SILENCE

Greenpeace a pris part au processus de la CNUED dès ses premiers stades préparatoires, en distribuant plus de 50 communications et rapports aux quatre Comités préparatoires (Prepcoms) afin de donner notre avis sur ce que la Conférence devait (ou ne devait pas) être pour traiter sérieusement des questions inscrites à son ordre du jour.

Le défi auquel était confronté la CNUED n'était rien moins que de sauver la planète et sa capacité à maintenir la vie humaine, de saisir l'occasion pour amorcer la transformation économique, politique et technologique dont ce monde a tant besoin.

Si on l'envisage à travers le prisme du processus officiel de la CNUED - centré sur les cinq accords mis sur la table de Rio - la Conférence s'est avérée être, malheureusement, un échec de dimensions historiques.

Etant donné la gravité des problèmes que ces cinq accords étaient censés régler, les engagements, les initiatives et les actions proposés ont été, au total, bien trop faibles ou inadéquats pour répondre efficacement à la double crise de l'environnement et du développement.

La façon dont ont été abordées des questions capitales comme celles des ressources financières et de la technologie risque d'exacerber les problèmes économiques et technologiques que la Conférence devait, présume-t-on, atténuer.

La CNUED a veillé à renforcer les institutions mêmes, comme la Banque mondiale, qui ont contribué notablement à la situation fâcheuse où nous sommes aujourd'hui. Elle n'a pu non plus traiter comme il convenait des questions urgentes comme le réchauffement mondial, le rejet de déchets dangereux dans les pays du Sud, les modèles de consommation du Nord et les essais nucléaires.

Enfin, elle n'a pas été en mesure de défendre le principe de responsabilité des grands auteurs de la destruction de l'environnement dans le monde - sociétés multinationales et militaires.

Les questions cruciales de l'environnement et du développement ne peuvent être résolues en une nuit ou à l'aide de formules et slogans simplistes, et les efforts déployés pour sauver la planète - pour préserver les océans et les espèces marines, pour protéger l'atmosphère, les forêts, les terres agricoles, pour débarrasser le monde des substances toxiques et radioactives - ne peuvent avancer sans aborder des réformes fondamentales.

Les discussions et débats de la CNUED ont été légitimement centrés sur ce que le Nord doit faire pour aider le Sud à mettre en oeuvre un développement durable. Mais alors qu'il s'agit là de préoccupations décisives, en s'y attachant le Nord s'est arrangé, à bien des égards, pour éluder au sein de la CNUED le besoin pressant de se réorienter vers un développement écologiquement rationnel dans son propre fief. Au coeur de la crise mondiale de l'environnement, il y a des modèles et des schémas de commerce, d'investissement, de "progrès" technologique et de consommation qui sont tous forgés, promus et politiquement dominés par des gouvernements, des banques et des sociétés du Nord travaillant avec leurs homologues du Sud. Faute de changements intervenant au Nord, les espoirs et les craintes de l'humanité en matière d'environnement ne recevront pas de solution. Faute de changements économiques et politiques radicaux au Nord comme au Sud, la Terre et sa population ne pourront survivre à long terme. C'est en raison de l'absence de ces changements que Greenpeace a été conduit à qualifier d'échec le processus officiel de la CNUED. La CNUED a accompli des progrès bien trop faibles - et dans certains cas elle a même régressé - quand on les juge par rapport à ce qui était possible et nécessaire.

L'AGENDA 21

ET LE PLAN D'ACTION

POUR LA MÉDITERRANÉE (PAM)

Résumer en quelques pages les implications de l'Agenda 21 pour la Méditerranée serait une tâche impossible. C'est pourquoi on n'examinera ci-dessous que

deux domaines importants du chapitre 17 sur les océans.

Gestion intégrée de zones côtières (GIZC)

Le chapitre sur les océans reconnaît pleinement la nécessité de renforcer les projets GIZC, et il identifie les approches de prévention et de précaution comme l'une des grandes priorités dans la planification et l'exécution des projets...

L'expérience du PAM en projets pilotes GIZC devrait maintenant servir à concevoir un plan d'action régional GIZC qui intégrerait des mesures de l'Agenda 21 avec les caractères spécifiques de la région méditerranéenne. Les pays riverains devraient alors traduire les lignes directrices régionales en programmes nationaux orientés vers l'action et créer des mécanismes clairs pour leur mise en oeuvre. Les efforts accomplis dans cette direction pourraient alors être évalués à la conférence mondiale sur la GIZC qui doit se tenir d'ici 1994.

Sources telluriques de pollution marine

A tous égards, la pollution d'origine tellurique est la menace la plus grave pour la santé des écosystèmes marins et côtiers. Elle englobe un mélange de rejets d'émissaires et de sources diffuses - y compris le ruissellement et les charges atmosphériques -, un mélange qui cause des ravages dans un nombre croissant d'écosystèmes côtiers. Alors que les gouvernements participant au processus de la CNUED semblaient s'accorder sur la gravité du problème, les débats se sont attachés à la question de savoir quelles étaient les approches - nationale, régionale ou globale - pour s'attaquer à cette pollution et quelles initiatives devaient éventuellement être prises.

Les activités recensées dans l'Agenda 21, au chapitre sur les océans, à la section de la pollution marine, correspondent à d'utiles pas en avant.

En premier lieu, comme base d'action sur la pollution d'origine tellurique, l'Agenda 21 demande l'application de l'approche de précaution et de prévention, laquelle implique, entre autres, l'adoption de mesures de précaution, l'évaluation d'impact sur l'environnement, des techniques de production propre, le recyclage, le contrôle et la réduction au minimum des déchets.

Les implications des activités convenues dans cette section sont d'une grande portée pour la Méditerranée. Etant l'une des rares régions à posséder un protocole sur la pollution d'origine tellurique, la Médi-



Quelques échecs de la CNUED

**WWF International,
Gland, Suisse**

terranée est en bonne position pour amorcer un programme accéléré d'exécution. Pour commencer, une priorité immédiate devrait être accordée à l'évaluation de l'efficacité du Protocole tellurique et à l'identification des moyens permettant de renforcer l'action.

En commençant par une révision des mesures communes convenues (notamment celles qui portent sur les composés organohalogénés), la prochaine réunion ordinaire de la Convention de Barcelone devrait mettre au point une nouvelle stratégie régionale compatible avec l'application de l'approche de précaution. Ce n'est pas quelque chose de nouveau dans le cadre du PAM; en 1989, les Parties contractantes avaient pleinement adopté l'approche de précaution et sa première application à la liste noire du Protocole tellurique a commencé en 1991, quand des mesures ont été convenues sur les composés organophosphorés.

La pleine application d'une approche de précaution opérationnelle devrait comporter un plan de suppression progressive de tous les apports qui peuvent représenter une menace pour l'environnement. Une action prioritaire sur ces substances qui sont toxiques, persistantes et bioaccumulatives sera requise tout en introduisant graduellement des méthodes de production propre.

En conséquence, le MED POL devrait se dégager de l'ancienne conception "assimilative" selon laquelle on admet que l'environnement a la capacité de recevoir et de rendre inoffensives de vastes quantités, très variées et complexes, d'apports industriels. Cela a abouti à léguer une dégradation de l'environnement qui défie les frontières nationales et pollue gravement le sol, l'air, les eaux souterraines, les cours d'eau, les zones côtières et la haute mer.

Pour être efficace, tout programme régional de prévention et d'élimination de la pollution d'origine tellurique doit garantir que de nouveaux fonds additionnels de la CE et de ses Etats membres sont disponibles pour dédommager les pays moins développés de la Méditerranée des coûts de la planification environnementale, bien que de nouvelles ressources ne doivent pas être considérées comme une fin en soi.

Le transfert de ressources au Sud doit s'accompagner d'un allègement de la dette, d'une réforme des modalités du com-

merce, tandis que tous les pays de la région devraient s'efforcer de réduire leurs budgets militaires et utiliser les fonds ainsi dégagés à poursuivre des stratégies de développement rationnel au-dedans comme au-dehors de leurs frontières.



On remarquera enfin que dans le chapitre sur les océans de l'Agenda 21, il a été décevant de constater que les gouvernements avaient décidé de supprimer de nombreuses dates limites dans les divers domaines du programme. Or, les dates limites sont des indicateurs utiles du degré de l'effort requis, que celui-ci soit national ou international.

AU-DELA DE LA CNUED

En dépit de l'échec du processus officiel de la CNUED, il est manifeste que la Conférence a contribué significativement à l'effort visant à engager les individus associés aux gouvernements, au système des Nations Unies, au secteur privé, aux ONG et à d'autres secteurs dans l'entreprise impérieuse d'assurer un développement écologiquement rationnel et socialement équitable pour tous les habitants de la Terre.

L'expérience de la CNUED a permis de hisser la plupart des participants à ce niveau d'enseignement qu'affronte celui qui est entraîné dans l'effort collectif de comprendre les problèmes, les besoins, les droits et les responsabilités mutuels quand on s'efforce à vivre en harmonie sur cette Terre où tous sont inéluctablement interdépendants. Les questions ont été abordées, et la lutte se poursuit.

Les problèmes auxquels sont confrontés les régions côtières et les océans ouverts sont complexes et nécessitent des efforts nationaux et internationaux concertés si l'on veut les résoudre et engager sur une voie durable l'utilisation des océans et des régions côtières.

Bien qu'un large champ d'action s'offre au niveau mondial, de nombreux problèmes actuels pourraient être mieux traités par des efforts notablement accrus aux niveaux national et régional. Les gouvernements nationaux doivent accorder une plus haute priorité aux zones côtières et marines — en gardant à l'esprit que d'ici l'an 2020 environ 7 milliards d'êtres humains habiteront les zones côtières de la planète.

Dans le processus de la CNUED, des progrès ont été accomplis vers l'identification des causes de certains des problèmes liés à la destruction du milieu marin par les activités humaines, et vers l'identification aussi des solutions à ces problèmes. Sur d'autres questions — la gestion durable des pêcheries, les mammifères marins et les régions polaires — fort peu de progrès ont été enregistrés.

Une déficience majeure du texte de l'Agenda 21 sur les océans est qu'il n'aborde pas la nécessité d'une ratification universelle de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer.

La Convention sur le Droit de la mer établit pour la première fois un cadre juridique international très complet pour le milieu marin. Elle énonce plusieurs notions importantes, notamment la prévention de la pollution transfrontières, l'évaluation de l'impact sur l'environnement, la protection des habitats et la prise en considération des écosystèmes, et la lutte antipollution intégrée. Toutefois, la Convention n'est pas encore pleinement en vigueur.

La CNUED a également échoué à recommander l'extension du moratoire sur la pêche à la baleine, manquant ainsi l'occasion de relancer et réorienter le débat sur cette question.

S'agissant des autres questions relevant du mandat de la CNUED sur les océans et les zones côtières, nombreuses sont celles qui ont été abordées, mais il convient maintenant que des mesures soient prises aux niveaux international et national pour garantir la mise en oeuvre.



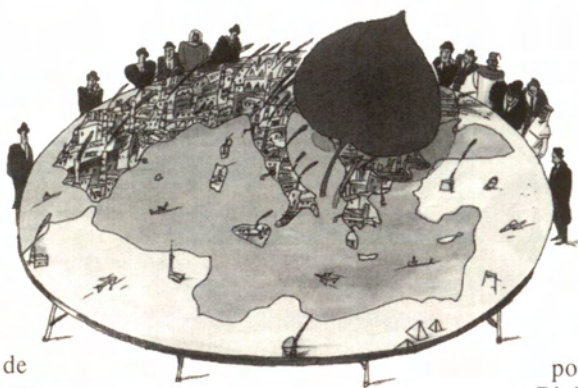
Après Rio: environnement et développement durable en Méditerranée

A L'INITIATIVE DE L'ASPEN INSTITUTE ITALIA, MINI-CROISIÈRE DE RÉFLEXION

Rarement la Méditerranée aura-t-elle rassemblé à son chevet un tel panel de personnalités. Un mois après Rio, la Méditerranée a inauguré la série des concertations régionales sur les résultats du Sommet de la Terre. Du 3 au 5 juillet 1992, l'Aspen Institute Italia a organisé une mini-croisière-conférence à bord du navire "Daphne", de Gênes, en Italie, à Porto-Vecchio, en Corse (France). Six ministres de l'Environnement (dont le ministre égyptien, M. Atef Ebeid, également président du Bureau des Parties contractantes à la Convention de Barcelone), les P.D.G. de plusieurs sociétés d'envergure mondiale (IBM, Fiat, ENI, etc.), des parlementaires méditerranéens et européens, Salvino Busuttil, Coordonnateur du PAM, Michel Batisse, président du Plan Bleu, Joseph Wheeler, directeur du programme "Intégration" à la CNUED, etc. Plus d'une centaine de participants, au total. L'intérêt des discussions était rehaussé par l'importante participation du pays hôte; Carlo Ripa di Meana, nouveau ministre italien de l'Environnement et ancien Commissaire de la CEE avait fait sensation, un mois plus tôt, en refusant d'aller à Rio. Il a réitéré ses critiques à bord de la "Daphne", estimant que les résultats de la CNUED "étaient décevants tant pour les pays du Sud qui n'ont pas obtenu d'argent que pour ceux du Nord qui ont refusé de s'engager". Un pessimisme que tempérerait le dynamisme et la façon de Georgi de Michelis, président de l'Aspen Institute Italia et ex-ministre des Affaires étrangères qui multipliait les propositions et les idées pour sortir l'esprit de Rio de son carcan théorique.

42 ans de débats au plus haut niveau.

L'Aspen Institute Italia est, comme son



nom l'indique, la filiale italienne de l'Aspen Institute fondé à Aspen (Colorado, USA) en 1950 par un groupe d'intellectuels et d'hommes d'affaires américains. Depuis, cette organisation s'est imposée au plan mondial pour le niveau et le sérieux des rencontres qu'elle organise entre dirigeants politiques, économiques, financiers, artistiques. L'Aspen Italia a consacré, ces dernières années, plusieurs conférences à la Méditerranée et dont l'une, tenue au Caire en 1989, a fourni la matière d'un rapport intitulé "La Méditerranée: gérer les questions de l'environnement". L'Aspen cherche à mettre en relief les différences, dans la conviction que la créativité naît d'abord de la diversité. Des règles particulières - comme le caractère officieux ("off the record") des débats, la non-citation des propos échangés, la formule des tables rondes pour favoriser les interactions personnelles, le nombre restreint des participants - ont permis aux dirigeants du monde entier d'avoir un échange fructueux qui les aide à prendre les décisions. A l'issue des débats de la "Daphne", M. de Michelis a donné une conférence de presse pour faire part des principales conclusions. Et la présence d'un grand nombre de journalistes dans les coulisses de cette croisière a permis, par les entretiens avec les principaux participants, de se faire une idée des propositions échangées.

Le PAM revalorisé?

La réunion a examiné les incidences pour la Méditerranée des grands enjeux abordés - ou esquivés - à Rio: pollution marine, surpopulation, développement durable et entreprises, biodiversité, etc. De nouvelles structures devaient-elles être instaurées pour concrétiser les engagements de Rio? Cette question a accaparé une bonne partie des débats. Dans l'ensemble, les participants ont jugé qu'il convenait d'établir un "Agenda 21" pour la Méditerranée. Certains ont proposé que le PAM assume ce rôle et qu'une réunion extraordinaire des Parties contractantes en fasse l'évaluation, la Convention de Barcelone devant rester la base juridique des nouvelles actions envisagées. M. de Michelis a lui-même défendu cette idée, et il a également avancé plusieurs autres propositions, inégalement partagées par les participants: taxe "sur le carbone" pour réduire l'effet de serre, création d'un "Business Council" pour la Méditerranée (idée lancée par le président de l'ENI, Gabriele Cagliari), d'une Banque méditerranéenne d'investissement. Bon nombre de dirigeants ont estimé qu'il fallait s'en tenir aux structures existantes, en les rendant plus opérationnelles et rationnelles. La notion de "réseaux régionaux" a trouvé de nombreux partisans: il s'agit d' étoffer et de consolider les réseaux, ou d'en créer entre villes, sites remarquables, réserves, et même entre entreprises. D'une façon générale, la réunion de la "Daphne" a montré, ce que l'on constate ailleurs dans le monde: les responsables d'entreprises sont très réceptifs à la protection de l'environnement et font preuve à cet égard d'une imagination et d'une volonté d'innover que pourraient leur envier maints représentants de la classe politique.



LA RÉUNION DE L'ASPEN INSTITUTE A SUSCITÉ DE NOMBREUX COMMENTAIRES DE PRESSE

La presse internationale a rendu compte des propositions faites à la réunion de l'Aspen Institute, et des débats qui les ont accueillies lors de la mini-croisière. Tous les journaux ont souligné que le forum représentait la première tentative pour tracer le cadre d'un "Après-Rio" pour la Méditerranée. Le *Financial Times*, sous un titre évocateur ("Couler ou nager"), cite les principaux chiffres de la pollution en Méditerranée et remarque: "Les délégués ont vu peu de signes des produits chimiques. Mais en appareillant de Gênes, l'un des principaux ports pétroliers d'Italie, ils ont eu une preuve de première main de l'un des plus grands risques de pollution affligeant la Méditerranée... On ne s'étonnera pas si les discussions ont été nourries sur les problèmes et concises sur les solutions. Toutefois, la conférence a permis de dégager toute une série de problèmes environnementaux... Elle s'est surtout attachée au rôle potentiel des entreprises pour aider les nations les plus pauvres à poursuivre leur processus d'industrialisation qui est essentiel pour fournir les ressources à leurs populations croissantes, sans détruire leur propre environnement et le patrimoine formé par la Méditerranée elle-même... Peu de participants ont demandé un arrêt du développement industriel dans les parties plus pauvres de la région. Même des écologistes engagés ont admis que les besoins économiques entraînés par une croissance démographique explosive signifiaient qu'une plus forte industrialisation était inévitable, et même souhaitable, si les systèmes politiques n'étaient pas voués à s'effondrer sous la contrainte démographique".

"Le Monde" accompagne son compte rendu de la réunion d'un dessin satirique que nous reproduisons ci-contre: il résume à lui seul l'opposition accablante entre une rive Nord industrialisée et une rive Sud en proie à la pauvreté. Et l'envoyé spécial du journal français de commenter: "Pour aider ces pays du Sud, certains proposent de taxer les touristes (entre 1 et 5 dollars par tête) qui viennent profiter du soleil et de la mer toujours bleue. D'autres, comme Umberto Colombo, le président de l'Agence nationale pour l'énergie alternative (ENEA) penchent pour la création d'une antenne méditerranéenne du Business Council, capable de financer des programmes Euréka.



Dessin paru dans "Le Monde"

Pour Serge Antoine, conseiller spécial de la CNUED, il est inutile de créer de nouvelles institutions. "Créons plutôt des réseaux, dit-il, entre les villes, les sites remarquables, les réserves et les parcs naturels." Et "Le Monde" de conclure: "La conférence de Rio n'a peut-être pas débouché sur des grandes décisions. Mais elle a provoqué de nombreux débats dans les chancelleries, les couloirs des ministères et les entreprises. La rencontre de l'Aspen, à cet égard, illustre parfaitement la difficulté de penser une gestion globale de l'environnement et du développement, même pour une fraction limitée de la planète."

La presse nationale italienne a longuement commenté une manifestation qui se déroulait sur son territoire, était présidée par l'ex-ministre italien des Affaires étrangères et à laquelle participaient des dirigeants de ses principales entreprises ou ses plus hauts responsables en matière d'environnement (comme l'ancien Commissaire de l'environnement de la CEE, Ripa di Meana, devenu ministre de l'environnement juste avant la réunion, ou Giorgia Ruffolo qu'il remplaçait à ce poste). "La Repubblica" observe que "En Méditerranée se confrontent le Nord et le Sud, ou plutôt les divers modèles du Nord et les divers modèles du Sud: des ambitions d'ef-

ficacité de la France à la rapidité désinvolte du développement espagnol, des conflits algériens au désespoir de la prolifique Egypte qui voit chaque année diminuer ses terres fertiles..." Et le journal cite les propos de Ripa di Meana en conclusion: "Mettre en oeuvre les engagements de Rio signifie améliorer la qualité des aides en corrigeant les limites émises au Sommet de la Terre. Il convient de mettre les parleurs de la conférence internationale en face de leurs responsabilités. Il faut organiser un second Rio en partant des "tabous" de ce Sommet, des grandes menaces esquivées comme la question démographique." Pour le "Corriere della sera", "Rio a eu un double effet: déception de ceux qui espéraient une concrétisation de l'action, espérance d'une reconversion vers le développement durable. Eh bien, les organisateurs du forum-croisière soulignent que la Méditerranée représente la région idéale pour commencer à appliquer des principes et des programmes qui resteraient sinon un pur exercice théorique... Le forum de l'Aspen a proposé une intégration des conventions et des initiatives environnementales déjà opérationnelles, l'approbation d'un "Agenda 21" spécifique à la Méditerranée qui pourrait bénéficier d'une Banque d'investissement méditerranéenne ou d'un "Business Council" méditerranéen".

LE POINT SUR NOTRE CONNAISSANCE DES CÉTACÉS DE MÉDITERRANÉE



PIERRE-CHRISTIAN BEAUBRUN (*)

Il est surprenant de constater que de nombreuses personnes ignorent encore l'existence des cétacés en Méditerranée. La majorité d'entre elles restent incrédules en apprenant que l'on y rencontre encore des baleines et d'autres cachent mal leur crainte lorsque l'on évoque la présence de cachalots. Par contre, presque toutes se moquent si on leur propose d'aller nager aux côtés d'un dauphin "ambassadeur" fidèle au rendez-vous. Et pourtant!

Et pourtant, dauphins et cétacés étaient des divinités pour les Grecs et les Romains, et l'on considère qu'Aristote a jeté les bases de la cétologie mondiale. Plus tard, Pliny l'Ancien et d'autres auteurs ont raconté comment les dauphins, comme aujourd'hui en Mauritanie, participaient à la pêche des hommes en plusieurs points de notre littoral. Enfin, il est difficile de croire que des industries baleinières ont été actives dans le détroit de Gibraltar au début de notre siècle.

Autrefois donc étaient la mystification et le respect. Après un temps d'oubli, puis de persécution, la puissance des moyens médiatiques nous fait de nouveau rêver sur ces mammifères. Il faut cependant regretter que les images présentées viennent trop souvent de mers lointaines, car 22 espèces de cétacés sont aujourd'hui recensées dans l'ensemble de la Méditerranée et de la mer Noire. Quatre d'entre elles sont des Mysticètes et possèdent des fanons, et 18 sont des Odontocètes, avec des dents.

UN PEUPLEMENT DIVERSIFIÉ

Dans l'ensemble du monde, 77 espèces de cétacés sont connues, et près du quart d'entre elles ont été signalées une fois au moins en Méditerranée. Le peuplement est donc diversifié pour une mer géographiquement très isolée.

Neuf espèces sont accidentelles. Seules quelques mentions (généralement d'animaux échoués) attestent de leur présence: elles pénètrent exceptionnellement par le détroit de Gibraltar ou le canal de Suez. Par contre, 13 espèces sont régulièrement notées: 8 sont communes ou fréquentes et 5 bien plus rares.

Les régimes alimentaires sont variés selon les espèces et peuvent changer suivant le site fréquenté, la saison et la disponibilité des proies. Ainsi, le Rorqual commun (*Balaenoptera physalus*) consomme du plancton en été et se nourrit de poissons et de céphalopodes en hiver. Mais, dans l'ensemble, les régimes sont méconnus en Méditerranée, car peu d'individus ont été examinés.

UN PEUPLEMENT PEU CONNU

Toutes les espèces répertoriées dans l'ensemble de la Méditerranée (sauf une) ont été notées dans le bassin occidental et l'inventaire de Méditerranée orientale est beaucoup plus restreint. La

raison en est que les individus venant d'Atlantique franchissent peu le détroit siculo-tunisien, mais surtout que l'effort de prospection est très disproportionné: bien peu de publications concernent le bassin oriental ou la mer Noire.

Des cartes générales de répartition des espèces ont été publiées en 1987 par la F.A.O., et la C.I.E.S.M. est en train d'établir un Atlas plus précis qui devrait être terminé en 1993.

Seules deux informations récentes font état d'effectifs de population: l'ensemble des 3 espèces de delphinidés de Mer Noire était estimé à 454.400 individus en 1987 et, en 1991, 225.000 dauphins bleu et blanc ont été recensés dans le bassin occidental.

Enfin, la biologie des espèces est elle aussi peu connue, en particulier la reproduction, les phénomènes de déplacement ou la répartition hivernale des individus.

UN PEUPLEMENT QUE L'ON COMMENCE À ÉTUDIER

La cétologie méditerranéenne, essentiellement française au XIX^{ème} siècle, a connu par la suite une période de léthargie jusqu'à ce que S.A.S. le Prince Albert Ier de Monaco lui redonne un second souffle en jetant les bases de la C.I.E.S.M.

En 1970, la France entreprend des recherches en mer Ligure et autour de la Corse. Depuis, d'autres équipes scientifiques ont été mises en place en Espagne et en Italie et, plus récemment et dans un moindre mesure en Afrique du Nord, en Grèce et en Turquie. Plusieurs associations nationales ou internationales ont alors vu le jour et GREENPEACE, pour l'instant, est l'une des plus actives.

Quels sont les résultats obtenus? Six espèces nouvelles (ou non rapportées depuis le XIX^{ème} siècle) ont été vues dans les 10 dernières années et l'application de plus en plus régulière de méthodes précises permet d'espérer la mise en oeuvre prochaine de programmes communs sur de vastes zones.

UN PEUPLEMENT AGRESSÉ

Rappelons que deux industries baleinières ont fonctionné sporadiquement dans le détroit de Gibraltar (au Maroc et en Espagne) entre 1921 et 1954 au moins. Depuis les années 1960, bien qu'il n'y ait pas de véritables pêcheries dans les bassins occidentaux ou orientaux, de la chair de cétacé est vendue (Italie, Espagne) à des restaurateurs ou à des pêcheurs pour appâter leurs lignes, mais il est impossible de connaître les quantités d'animaux capturés à ces fins.

Les petits cétacés sont par ailleurs souvent victimes (harponnage, tir) des pêcheurs qui les considèrent comme des compétiteurs directs sur leurs zones de pêche et qui les accusent de causer des

dégâts à leurs filets. Citons enfin une autre menace directe: les captures pour alimenter des Delphinariums, Marineland ou Laboratoires de recherche.

Les menaces indirectes sont les plus importantes. La principale est induite par le développement des pêcheries, caractérisées par leur dissémination sur l'ensemble des bassins et la multiplicité des techniques de capture employées. Les techniques particulièrement préjudiciables sont celles pratiquées en eaux côtières (filets maillants et chaluts) et en haute mer (longues lignes et filets dérivants). Les filets dérivants sont certainement les plus destructeurs, mais leur impact est délicat à évaluer.

La pollution générale des eaux est un autre facteur important. Les teneurs en éléments toxiques accumulées par les cétacés méditerranéens affaiblissent la résistance immunitaire des animaux, ce qui a peut-être favorisé en 1990 le déclenchement et la propagation de l'épidémie du Morbillivirus *Delphinid Distemper Virus* chez le dauphin bleu et blanc.

Les cas sont nombreux de décès enregistrés par ingestion de produits non dégradables (plastiques, aluminium, etc) qui entraînent étouffements ou occlusions intestinales. D'autre part, les mentions sont fréquentes d'animaux retrouvés morts empêtrés dans des morceaux de filets abandonnés. Enfin, l'accroissement du trafic maritime rend de plus en plus courantes les collisions ayant provoqué la mort de cétacés.

Le cas de la mer Noire est particulier: d'une part les eaux y sont très polluées, et d'autre part les trois espèces de petits delphinidés présents de façon permanente y font encore l'objet de destructions illégales.

UN PEUPLEMENT PAS TOUJOURS PROTÉGÉ

A l'heure actuelle, seules la France et l'Italie disposent de réglementations propres à la préservation des cétacés dans leurs eaux territoriales. Or la plupart des espèces effectuent des déplacements de grande amplitude et ces mesures d'ordre national, si elles existaient, n'assureraient qu'une protection partielle.

Dans le domaine des eaux internationales, il faut faire appel aux diverses Conventions qui, de près ou de loin, de façon directe ou indirecte, prennent en compte la sauvegarde du milieu ou des

(*) Chercheur au Laboratoire de biogéographie et écologie des vertébrés, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Montpellier, France. Cet article est le condensé d'un chapitre du manuel "Environmental Management of Mediterranean Islands and Coasts" de MEDMARAVIS, à paraître prochainement.

espèces. Ces réglementations présentent toutefois certains inconvénients. D'une part elles se limitent à des suggestions et des recommandations et n'ont aucun moyen légal d'imposer des mesures ou de les faire respecter. D'autre part, elles ne s'adressent la plupart du temps qu'aux pays riverains, ce qui lève à nouveau la question particulière des flotilles de pêche étrangères opérant au large. Face à ces dernières, seul le C.G.P.M. de la FAO pourrait prendre des mesures contraignantes et il est très regrettable que ce Conseil n'use pas de son privilège.

Quant à la mer Noire, elle ne faisait l'objet, jusqu'à ces derniers temps, que d'une Convention Internationale des Ressources Marines de la Mer Noire dans le cadre de laquelle la chasse des dauphins a commencé d'être interdite en 1966.

CONCLUSION

Laissera-t-on s'éteindre les célaqués de Méditerranée avant d'avoir pu les aider à surmonter les préjudices auxquels nous les soumettons?

Plusieurs mesures législatives et conservatoires sont en cours d'élaboration. La résolution de l'O.N.U. (décembre 1991) propose d'interdire l'utilisation des filets dérivants de haute mer d'ici le 31 décembre 1992 sur toutes les mers du globe. Un Plan d'Action pour la Conservation des cétaqués en mer Méditerranée est en train de prendre forme au sein de l'U.N.E.P. et du P.A.M. (voir article suivant) et, en mai 1992, les pays de mer Noire ont jeté les premières bases d'un protocole identique pour leurs eaux. Le projet italo-franco-monégasque PELAGOS veut préserver les équilibres naturels du bassin liguro-corsu-provençal. Enfin, la très récente réunion tenue à Antibes sous l'égide de R.I.M.M.O. a vu naître une recommandation fort novatrice: celle de considérer l'ensemble du bassin occidental comme une vaste Z.E.P. (Zone Ecologique Protégée) commune à tous les Etats riverains, aux limites calquées sur le domaine des Z.E.E. (Zones Economiques Exclusives) et dont tous les pays auraient à assumer, de concert, la gestion à des fins écologiques.

Sur le plan scientifique, les thèmes de recherche entrepris se diversifient mais le bassin occidental demeure un secteur d'activité privilégié. Il s'avère indispensable et urgent d'établir des programmes communs et concertés impliquant la participation de chacun et, dans cette optique, le rôle des organismes internationaux devient prépondérant.

Il est chaque jour plus évident que la Méditerranée au sens large constitue un écosystème unique et spécifique. Pour en assurer la préservation, S.A.S. le Prince Rainier III a proposé dans son allocution au Sommet de Rio de Janeiro qu'un Bureau indépendant soit instauré en Principauté de Monaco. Ce Bureau aurait pour charge de veiller à la concertation des travaux qui se déroulent en Méditerranée, à la gestion des ressources qu'elle détient, et à la coordination et au suivi de l'application des Conventions qui la couvrent. Si une telle initiative se concrétisait, il est certain que la *Mare Nostrum* en serait très redevable et que, peut-être, cette région se verrait déclarée "Zone sanctuaire pour les Cétaqués".

UNE CONSULTATION CONJOINTE S'EST TENUE EN OCTOBRE 1992 SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DANS LA MER MÉDITERRANÉE ET LA MER NOIRE

Lors de la Septième réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone, tenue au Caire du 8 au 11 Octobre 1991, le plan d'action sur la conservation des cétaqués en mer Méditerranée avait été adopté, mais les pays méditerranéens avaient mandaté la réunion des Points focaux nationaux pour les aires spécialement protégées d'affiner ce plan en vue de son application. La consultation conjointe tenue à Athènes les 26 et 27 octobre 1992 dans le cadre de la réunion des Points focaux nationaux pour les ASP avait donc pour but:

- d'examiner et de préparer des recommandations pour la mise en oeuvre du Plan d'action adopté au Caire en octobre 1991;
- de considérer le projet d'accord sur la conservation des petits cétaqués de la mer Méditerranée, de la mer Noire et des eaux contiguës, qui, après de plus amples discussions au sein des deux Conventions de Bonn et de Berne, serait mis en oeuvre dans le cadre de la Convention de Bonn (sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage).

Quatorze Parties contractantes à la Convention de Barcelone (soit 13 pays méditerranéens et la CEE) ont pris part à la consultation, ainsi que les représentants des secrétariats des Conventions concernées (Barcelone, Berne, Bonn), des représentants de la Bulgarie, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Fédération de Russie, et ceux de plusieurs ONG (UICN, Greenpeace, MEDASSET, FOE, WWF). Lors de l'examen du Plan d'action adopté au Caire, il a été décidé de mettre en place un groupe *ad hoc* pour formuler des recommandations pratiques pour la mise en oeuvre du Plan. Ces recommandations ont été approuvées par la réunion, laquelle:

- invite les Etats concernés à évaluer leur politique nationale relative aux cétaqués et à communiquer dans un délai d'un an au Secrétariat les résultats de cette évaluation;
- propose aux Etats concernés d'adopter, s'ils ne l'ont pas encore fait, et d'appliquer



des législations dans un délai de deux ans afin d'interdire la capture volontaire des cétaqués, d'interdire l'emploi de filets dérivants dont la longueur individuelle ou cumulée est supérieure à 2,5 kms, d'interdire l'abandon à la mer des filets ou autres engins de pêche, et d'imposer la libération dans de bonnes conditions de cétaqués capturés accidentellement.

Les recommandations émises portent en outre sur la création d'aires protégées, la recherche, le renforcement des capacités techniques, la sensibilisation de publics "cibles".

En ce qui concerne la coordination des activités, la réunion a reconnu que le Centre de Tunis était l'organisme le plus approprié, en consultation avec les organisations compétentes en matière de cétaqués.

S'agissant du projet d'accord pour la protection des petits cétaqués dans la mer Méditerranée, la mer Noire et les eaux contiguës, les divers points ont été soigneusement examinés, notamment la portée géographique, et des demandes de révision et de modification ont été soumises par de nombreux délégués. Il a été suggéré que le texte du projet d'accord soit révisé par le Secrétariat de la Convention de Bonn. Pour ce faire, les Etats de l'aire de répartition, la CEE et les autres organisations concernées ont été invitées à soumettre leurs commentaires dans un délai de trois mois. Le Secrétariat de la Convention préparera alors une deuxième version du projet d'accord et l'enverra aux Etats de l'aire de répartition, à la CEE et aux organisations concernées pour solliciter leurs observations.



Lors d'une mission du PAM en Tunisie (du 3 au 8 mai 1992), un accord a été signé par M.D. Elser, Coordonnateur du programme marin et côtier de l'UICN et M.M. Saïed, directeur du CAR/ASP, concernant un programme de coopération pour 1992. M.S. Busuttil, Coordonnateur du PAM, et M.I. Dharat, administrateur de programme à l'Unité MED, ont assisté à la cérémonie de signature qui s'est déroulée aux locaux du Centre ASP, à Tunis, le 5 mai 1992. Le Centre de Tunis est désormais pleinement opérationnel dans les nouveaux locaux qu'il occupe à Tunis. Il poursuit notamment, avec l'appui technique de l'UICN, les activités d'assistance aux pays pour la création de nouveaux sites protégés. La réunion à Athènes des Points focaux pour les ASP (tenue parallèlement à la consultation sur les cétacés de Méditerranée dont nous rendons compte dans ce même numéro) a permis de faire le point sur les activités du Centre et d'établir le calendrier et le programme de ses activités à venir. (Sur la photo, on reconnaît au moment de la signature de l'accord UICN/ASP, de gauche à droite: M.I. Dharat, M.S. Busuttil, M.D. Elser et M.M. Saïed)

Stage de formation FAO/ COI/PNUE sur les technique de surveillance des effets biologiques des polluants dans les organismes marins Nice/Sophia-Antipolis, France, 14-25 septembre 1992

Ce stage de formation était organisé dans le cadre du programme MED POL. Les études des effets biologiques couvrent une large gamme de possibilités techniques, et un travail considérable a été mené au sein du PAM pour les peuplements et les populations marines. Le présent stade était consacré aux études réalisées en deçà et au niveau de l'organisme individuel, et plus spécifiquement aux études biochimiques et physiologiques (utilisation des biomarqueurs, induction de la fonction MFO, etc.), assorties de démonstrations pratiques. Y ont pris part 27 scientifiques provenant de 13 pays méditerranéens, ainsi que de la Bulgarie et de la Roumanie.

Réunion sur les implications des changements climatiques sur les zones côtières de la Méditerranée (île de Rhodes, baie de Kastela, littoral syrien, Malte, île de Cres/Losinj) La Vallette, Malte, 15-19 septembre 1992

Cette réunion des représentants des Equipes de travail méditerranéennes avait pour objet d'examiner les principales constatations, conclusions et recommandations des cinq études de cas spécifiques de sites et de finaliser les projets de rapport. Elle a été ouverte par M. Stanley Zammit, secrétaire parlementaire pour l'Environnement de Malte, et par M. Salvino Busuttil, Coordonnateur du PAM. La réunion avait en outre pour but d'échanger des vues concernant les grands impacts des changements climatiques dans le bassin méditerranéen, et de décider des modalités selon lesquelles les travaux pourraient être présentés aux gouvernements et autres décideurs. En conclusion de la présentation des cinq études et des débats qui les ont accompagnées, M.L. Jeftic, Coordonnateur des études climatiques en Méditerranée, qui faisait office de secrétaire technique de la réunion, a souligné que, du moins avant

2050, les perturbations du climat moyen prévues par les scénarios de l'University of East Anglia n'auraient qu'un effet réduit. Toutefois, l'attention est attirée par certains groupes de chercheurs sur les impacts dus à des changements potentiels dans la fréquence et la gravité des événements extrêmes. Le rapport adopté par la réunion contient en annexes les "scénarios opératoires" et les faits essentiels pour les cinq zones étudiées.

Réunion des Points focaux nationaux pour le REMPEC Malte, 22-26 septembre 1992

Cette réunion s'inscrivait dans les réunions des points focaux prévues pour chaque composante du PAM, ainsi que l'a décidé la Septième réunion des Parties contractantes au Caire. Y ont pris part: les 18 pays côtiers et la CEE, des représentants de compagnies maritimes et pétrolières (IPIECA, ITOPF) invitées en qualité d'observateurs.

La réunion a donné son approbation à un "Code de conduite" pour l'utilisation des dispersants en mer dans la région méditerranéenne, à une proposition de création d'une Force d'intervention méditerranéenne qui, en cas de situation critique de pollution, fournira des conseils et une expertise technique pour aider les autorités nationales à décider des mesures à prendre, et au plan de travail pour la période 1994-1997.

La réunion a formulé le souhait que se développe la coopération entre le REMPEC et les compagnies maritimes et pétrolières, notamment dans les domaines de la formation et de l'échange d'informations. Enfin, la réunion a souhaité que la réunion des Parties contractantes de 1993 (à Antalya, Turquie) fournisse au REMPEC les moyens lui permettant d'assurer, comme il a été décidé au Caire en octobre 1991, la mise en oeuvre du Plan d'action concernant la mise en place d'installations portuaires adéquates dans le bassin méditerranéen.

Le rapport adopté par la réunion contient en annexe le projet de code de conduite pour l'emploi des dispersants, et le projet de force d'intervention méditerranéenne pour l'assistance dans la lutte contre la pollution marine accidentelle.

ÉCHOS DES PAYS MÉDITERRANÉENS

Les activités de MEDASSET

(Association méditerranéenne
pour sauver les tortues marines)

Cette organisation non gouvernementale a diffusé les résultats de ses activités pour les deux dernières années. Les projets de recherche menés à bonne fin ont été les suivants:

Une enquête approfondie sur toutes les plages de nidification et dunes de sable sur le continent et les îles de l'Égée du Nord, couvrant plus de 2000 km de linéaire côtier, a eu lieu sur proposition et avec le financement conjoint de la CEE. Le projet avait pour but d'étudier la partie du littoral grec resté non explorée pour l'incidence des tortues marines et d'établir d'éventuelles zones prioritaires pour la conservation. A l'issue de cette enquête, il apparaît que l'île de Zante ("Zakynthos", en mer Ionienne) et le sud-ouest du Péloponnèse restent des zones vitales pour la survie de la tortue *Caretta caretta* en Méditerranée.

L'Association a également procédé à une évaluation des sites de nidification et des dunes de sable en Sardaigne, en s'attachant au golfe d'Orosei. Elle a permis de constater que le tourisme a complètement envahi les plages, y rendant la nidification impossible.

En Syrie, MEDASSET a entrepris la première enquête jamais réalisée sur l'ensemble du littoral pour la présence de tortues. Des indices clairs de nidification ont été relevés, avec une seule plage présentant un intérêt incontestable (mais également une importante prédation des oeufs par l'homme).

Une évaluation des prises accidentelles de tortues lors de la pêche à l'espadon en mer Ionienne, financée conjointement par le Fonds pour la protection des animaux grecs (Royaume-Uni) et le British Chelonia Group, a été réalisée pour la troisième année consécutive. Environ 40% des sorties donnaient lieu, à chaque fois, à la capture de 1 à 3 tortues, la plupart étant des juvéniles, ce qui autorise à penser que les tortues adultes seraient électivement capturées par les filets dérivants.

Enfin MEDASSET a poursuivi son évaluation des plages de nidification dans la baie de Lagana, à Zante, sur l'invitation et grâce au financement de ZEMELDIKA, un groupement de la collectivité locale qui s'occupe des tortues marines.

D'une manière générale, MEDASSET considère que la situation des tortues marines ne s'est guère améliorée et que rares sont les recommandations de la Convention de Berne qui ont été appliquées

(Pour de plus amples renseignements, contacter:

MEDASSET, c/o Daphne Corp.,
24 Park Towers, 2 Brick St., London W1Y 7DF,
tel. & fax. 071 6290654, Royaume-Uni;
et: 1c Likavittou 10672, Athènes,
tel. 01-3613572, Grèce)



PUBLICATIONS DU PAM

Série des rapports techniques du PAM:

Répertoire des centres relatifs au milieu marin en Méditerranée.

Ce nouveau répertoire, compilé par Athéna Davaki, bibliothécaire à l'Unité d' Athènes, avec le concours du spécialiste du traitement des données, Adnan Aksel, et l'appui du Siège du PNUE à Nairobi, constitue un outil précieux à la disposition de tous les scientifiques de la Méditerranée. Il est une actualisation, sous une conception plus pratique des précédents répertoires publiés par le PNUE et la FAO en 1976, 1977 et 1985. Il contient les informations les plus récentes sur 142 organisations gouvernementales, internationales et des Nations Unies, et institutions privées qui s' occupent de l' environnement en Méditerranée dans les domaines les plus divers: recherche, surveillance, éducation, formation, gestion. Les institutions sont classées par ordre alphabétique dans chaque pays, avec tous les renseignements souhaitables sur leur identification, programmes, équipement, noms et qualifications des scientifiques et membres administratifs de leur personnel, etc. A la fin, un index alphabétique par pays permet de retrouver tous ces noms, avec leur spécialisation. Pour tous les partenaires de la coopération méditerranéenne, cet ouvrage devrait être consacré comme un "Who's who" de la communauté scientifique. Il reste ouvert à de nouvelles entrées et actualisation des données.

*(Série des rapports techniques du PAM, n° 65,
351 pages, en anglais, et en français pour
les institutions francophones).*

Regional changes in the Mediterranean Basin due to global greenhouse gas warming

("Changements régionaux dans le bassin méditerranéen résultant du réchauffement global dû à l'effet de serre"): il s'agit du rapport finalisé de l'Unité de recherches climatiques de l'University of East Anglia (Royaume-Uni) dont nous avons déjà présenté certaines conclusions dans notre dernier numéro (Medondes n° 25, p. 8). Le rapport donne les résultats d'une étude de deux ans sur l'établissement des scénarios climatiques dans le bassin méditerranéen. Il comporte trois sections: 1) les scénarios construits à partir de modèles de circulation générale (GCM); 2) la validation des modèles; 3) les extrêmes de précipitations. Il est assorti de 59 figures et 11 tableaux. Dans leurs conclusions, les auteurs examinent notamment la fiabilité des scénarios. Ils esquisseraient également certaines des implications des changements indiqués pour les économies et les écologies de la région et précisent que les scénarios présentés devront être affinés à des intervalles réguliers en fonction des améliorations apportées aux modèles climatiques.

*(Série des rapports techniques du PAM, n° 66,
172 pages, en anglais seulement).*

Fascicules du Plan Bleu

L'eau dans le bassin méditerranéen: situation et prospective.

Ce nouveau fascicule du Plan Bleu, publié en édi-

tion commerciale en France, est dû à Jean Margat, conseiller auprès du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), qui a coopéré avec un certain nombre d'experts méditerranéens du Sud et du Nord. La richesse et la complexité du problème de l'eau en Méditerranée appellait une étude plus spécifique et technique que celle contenue dans le rapport principal du Plan Bleu qui ne pouvait entrer dans le détail de la problématique et des évolutions relatives aux différents secteurs et milieux. C'est cette philosophie de la "focalisation" sur de grands thèmes du Plan Bleu qui justifie la publication régulière de ces fascicules, celui de l'eau s'ajoutant aux fascicules sur la pêche, les forêts, les écosystèmes, l'industrie et les îles. Après avoir rappelé le contexte hydrologique de la région méditerranéenne et le double rôle qu'y joue l'eau dans l'environnement, le fascicule analyse les ressources et les utilisations actuelles des divers pays. Puis il pose les bases de l'étude prospective des demandes et des offres, et analyse les sources de conflits possibles en énonçant les grandes lignes d'une véritable politique méditerranéenne de l'eau. Dans sa préface, Michel Batisse, président du Plan Bleu, souligne la gravité de l'enjeu en indiquant que "l'eau est déjà ou sera demain un facteur limitant du développement pour la majorité des pays riverains".

*(Les fascicules du Plan Bleu, n° 6, 196 pages,
éditions Economica, 49 rue Héricart, 75015 Paris,
France. En français seulement.*

Livres-Revues

La Méditerranée réinventée: réalités et espoirs de la coopération:

Publication de la Fondation René Seydoux, France, qui, depuis sa création en 1980, s'efforce de susciter une prise de conscience en faveur d'une "Méditerranée du dialogue", cet ouvrage contribue à dresser un bilan et les perspectives de la coopération en Méditerranée. Comme le précise Giovanna Tanza-rella dans sa préface, "il se veut le complément et enrichissement d'une oeuvre monumentale, le Plan Bleu". Il s'attache donc à des aspects moins explorés par le Plan Bleu: questions culturelles, mentalités, représentations, en donnant la parole, sur chaque sujet traité, à un auteur du Nord et un du Sud de la Méditerranée. Le Plan d'action pour la Méditerranée y est présenté dans un chapitre particulier par deux experts qui ont été étroitement associés à ses réalisations et son parcours: Serge Antoine et Abdelkader Baouendi. Des encadrés fournissent des précisions sur la Déclaration de Gênes, le Plan Bleu et la télé-détection. Le Coordonnateur du PAM, M. Salvino Busuttil, expose pour sa part dans un chapitre les perspectives qui s'ouvrent pour la coopération universitaire, en relation notamment avec la politique européenne; il prône l'instauration d'un "programme Euréka culturel pour la Méditerranée". L'ensemble de l'ouvrage, par la pertinence et la richesse de l'analyse, témoigne d'un regain d'intérêt pour la Méditerranée. Dans leurs conclusions, Paul Balta, Serge Antoine et Gilles Martinet notent que l'on constate, depuis une vingtaine d'années, un "frémissement de la coopération" en Méditerranée, et que c'est le PAM qui "a donné le ton" et "créé une dynamique".

*(Editions La Découverte/Fondation René Seydoux,
1 place Paul Painlevé, 75005, Paris, France,
393 pages. En français seulement).*



LE CALENDRIER DU PAM

Réunion du Bureau des Parties contractants	9 - 10 novembre Le Caire Egypte
Cours de formation sur l'utilisation de la modélisation des aquifères dans la gestion des ressources en eau	16 - 20 novembre Malte
Réunion des Points focaux nationaux pour le PAP	23 - 25 novembre Athènes Grèce
Réunion des experts sur les sites historiques (archéologie sous-marine)	novembre 1992 Bodrum Turquie
XXVIème réunion du Comité consultatif interorganisations (IAAC)	8 - 11 décembre Athènes Grèce
Réunion consultative sur le programme de gestion des données MED POL et orientation des travaux à venir.	décembre Athènes Grèce

RECTIFICATIF

Dans notre dernier numéro, nous avons présenté les lauréats méditerranéens du Palmarès mondial de l'écologie et avons malencontreusement omis de mentionner M. Abdullatif K. Youssef. Nous le regrettons sincèrement. En 1981, M. Youssef, ressortissant syrien, directeur de l'Institut de recherches marines de son pays, a mené une étude sur la pollution atmosphérique au Koweït; c'était la première étude de ce genre dans un pays arabe. Ses recherches ont permis de préciser que le caractère chimique des hydrocarbures recyclés représentait une source de pollution à haut risque pour l'environnement. La plupart de ses recommandations ont été adoptées par les autorités. Le professeur Youssef a lancé des programmes d'étude universitaires sur le milieu marin.

MEDONDES, bulletin trimestriel, est publié par l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée en anglais, en arabe et en français. Il se propose d'être un bulletin d'information informel qui ne reflète pas nécessairement les opinions officielles du PAM ou du PNUE.

Les nouvelles, les articles et les entretiens peuvent être reproduits librement, avec ou sans référence à **MEDONDES**. Cependant, les communications signées ne peuvent être à nouveau publiées qu'avec l'autorisation de l'auteur.

Si vous désirez proposer un article sur un sujet relatif aux sciences marines, prière de vous adresser à: Gérard Pierrat, Rédacteur-en-chef, **MEDONDES**, Unité de coordination du Plan d'Action pour la Méditerranée, 48 ave. Vassileos Konstantinou, 116 35 Athènes, Grèce. Tél (00301) 723.6586, Télec 222611 MEDU-GR